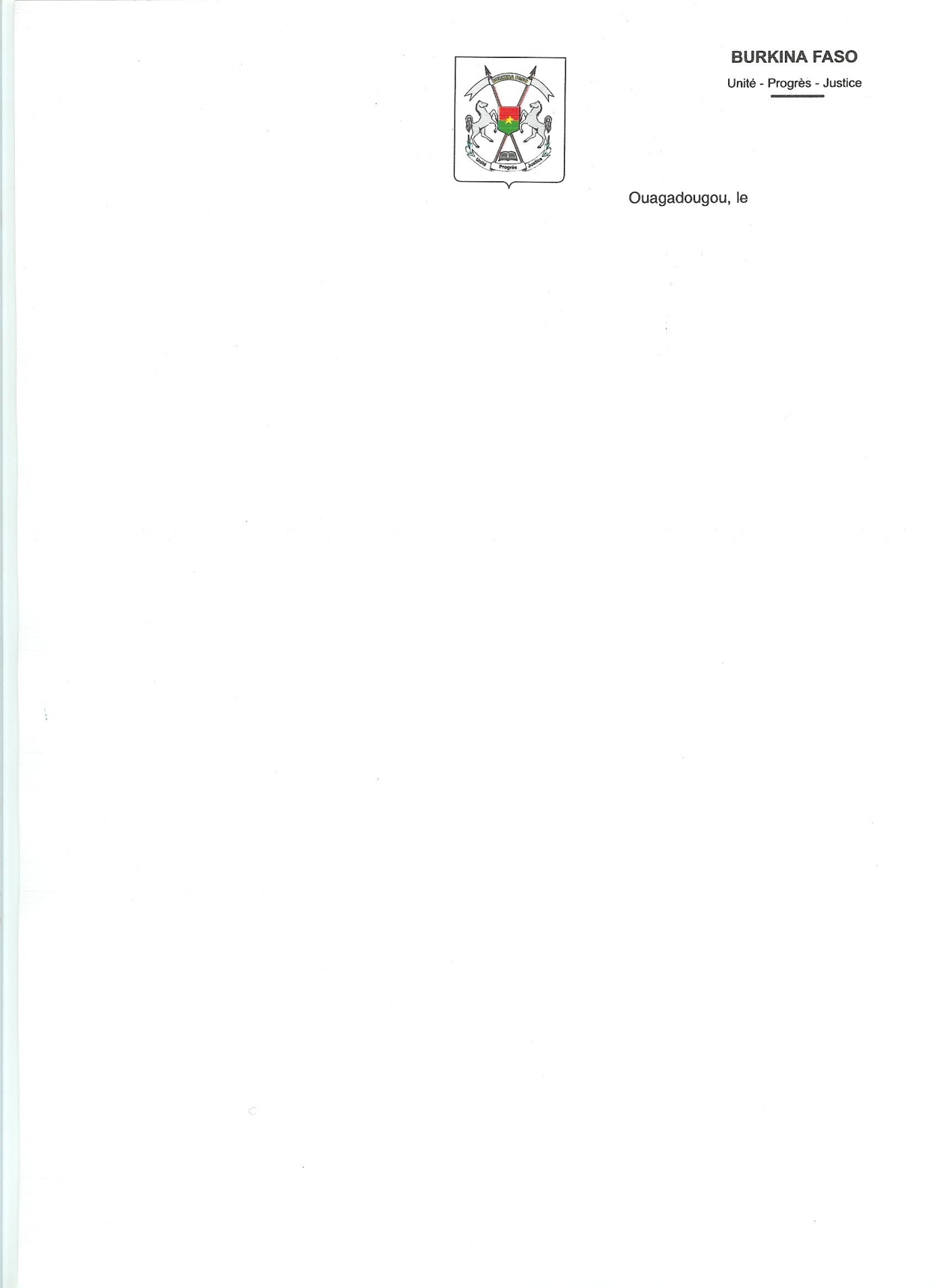
**BURKINA FASO**

**Unité - Progrès - Justice**

**** ……………………

**PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (PNDES) 2016-2020**

|  |
| --- |
| **RAPPORT SECTORIEL DE PERFORMANCE A MI-PARCOURS DE L’ANNEE 2018 DU CADRE SECTORIEL DE DIALOGUE « COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS »** |

**Juin 2018**

Table des matières

[**INTRODUCTION** 3](#_Toc522196662)

[**I.PERFORMANCES SECTORIELLES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PNDES AU PREMIER SEMESTRE 2018** 4](#_Toc522196663)

[**I.1** **Axe 3 « Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois ».** 4](#_Toc522196664)

[**I.1.1. Objectif stratégique 3.3 : Promouvoir le commerce et l'expansion des industries de services à forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois décents** 4](#_Toc522196665)

[**I.1.1.1** **. EA 3.3.1 : Le secteur tertiaire se formalise et est davantage dynamique et créateur d’emplois décents** 4](#_Toc522196666)

[**I.1.1.1.1. SEA 2.1.1 le secteur des transports est moderne et professionnel** 5](#_Toc522196667)

[**I.1.1.1.2. SEA 2.1.2  La mobilité urbaine est améliorée** 7](#_Toc522196668)

[**I.1.1.1.3. SEA 2.1.6 : les services de transport aérien sont accrus et améliorés** 8](#_Toc522196669)

[**I.1.1.1.4. SEA 2.2.1 : la sécurité routière est améliorée** 9](#_Toc522196670)

[**I.1.1.1.5. SEA 2.3.1 : l’offre des services financiers est améliorée** 11](#_Toc522196671)

[**I.1.1.1.6. SEA 2.3.2. : la gamme des services postaux est améliorée** 13](#_Toc522196672)

[**I.1.1.1.7. SEA 2.3.3. : la gamme de services numériques postaux (hors services financiers) est améliorée** 13](#_Toc522196673)

[**I.1.1.1.8.SEA 2.4.1. : les opérateurs de communication se professionnalisent et offrent un service de qualité** 14](#_Toc522196674)

[**I.1.1.1.9. SEA 2.4.2. : l’accès à internet haut débit est amélioré** 16](#_Toc522196675)

[**I.1.1.1.10. SEA 2.4.3. : la qualité et la compétitivité des services de communications électroniques sont améliorées** 17](#_Toc522196676)

[**I.1.1.1.11. SEA 2.4.4. : les services du e-commerce sont développés** 17](#_Toc522196677)

[**I.1.1.2** **.EA 3.3.2 : la mise en marché des produits est renforcée** 18](#_Toc522196678)

[**I.1.1.2.1 SEA 1.1.1. : les produits d'exportation sont diversifiés avec gain de parts de marché** 18](#_Toc522196679)

[**I.1.1.2.2 SEA 1.1.2 : les intérêts commerciaux et économiques du Burkina Faso sont préservés** 20](#_Toc522196680)

[**I.1.1.2.3 SEA 1.1.3 : les produits locaux sont promus** 21](#_Toc522196681)

[**I.1.1.2.4 SEA 1.2.1 : une concurrence saine et loyale est promue au Burkina Faso** 24](#_Toc522196682)

[**I.1.1.2.5 SEA 1.2.2 : les informations sur le commerce au profit des acteurs sont disponibles** 25](#_Toc522196683)

[**I.1.2** **Synthèse de la performance par objectif stratégique** 26](#_Toc522196684)

[**II** **ÉTAT DU FONCTIONNEMENT DU CSD ET DE LA MISE EN ŒUVRE A FIN JUIN 2018 DES RECOMMANDATIONS DES REVUES SECTORIELLES ET DU PNDES** 28](#_Toc522196685)

[**III** **PERSPECTIVES POUR LE RESTE DE L’ANNEE 2018** 30](#_Toc522196686)

[**CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS** 32](#_Toc522196687)

[**ANNEXE 1 : CADRE LOGIQUE SECTORIEL** 34](#_Toc522196688)

[**ANNEXE 2 : CADRE SECTORIEL DE MESURE DE PERFORMANCE** 53](#_Toc522196689)

[**ANNEXE 3 : BILAN DE LA MATRICE SECTORIELLE DES REFORMES STRATEGIQUES ET D'INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS** 75](#_Toc522196690)

[**ANNEXE 4 : TABLEAU DE SPATIALISATION DES INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS** 78](#_Toc522196691)

[**ANNEXE 5 : TABLEAUX DE COLLECTE DE DONNEES POUR L’ELABORATION DES TABLEAUX DE BORD DE SUIVI DES INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS ET DES REFORMES STRATEGIQUES** 79](#_Toc522196692)

# **INTRODUCTION**

Le Cadre Sectoriel de Dialogue Commerce et Services Marchands (CSD-CSM) à l’instar des treize (13) autres CSD, fait partie des secteurs de planification définis par le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES).

Il a pour but de coordonner le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du PNDES dans le secteur de planification, à travers la politique sectorielle « commerce et services marchands » ; d'apprécier la mise en œuvre de la politique sectorielle à l'aide des outils de suivi et d'évaluation élaborés à cet effet ; de donner des directives aux acteurs ministériels pour la conduite des actions qui leur incombent et l'élaboration des produits nécessaires à en apprécier l'impact ; d'assurer le dialogue sur la politique sectorielle, les appuis budgétaires sectoriels et l'efficacité de la coopération au développement.

Le Cadre Sectoriel de Dialogue (CSD) «  commerce et services marchands » est composé de cinq (05) départements ministériels à savoir (i) le Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière (MTMUSR), (ii) le Ministère du Commerce, de l’Industrie et de l’Artisanat (MCIA), (iii) le Ministère du Développement de l’Economie Numérique et des Postes (MDENP), (iv) le Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement (MCRP), et (v) le Ministère de l’Economie, des Finances et du Développement (MINEFID).

La présidence du CSD est assurée par le Ministère en charge des transports, la première vice-présidence par le Ministère en charge du commerce et la deuxième vice-présidence par le Ministère en charge de l’économie numérique. Le secrétariat technique est assuré par la DGESS du ministère en charge des transports en collaboration avec les autres DGESS des ministères membres du CSD-CSM.

La politique sectorielle « commerce et services marchands » (PS-CSM) a été adoptée en conseil des ministres en sa séance du mercredi 04 juillet 2018. Elle a pour objectif global de *« promouvoir le commerce et l'expansion de services marchands à forte valeur ajoutée et créateur d'emplois décents »*. Sa vision à l’horizon 2027 est de *« disposer d’un secteur commerce et services marchands dynamique et compétitif qui conquiert des parts du marché international »****.***

Les instruments d’opérationnalisation de la politique sectorielle sont les plans d’actions ministériels. A ce jour, les plans d’actions des ministères membres du CSD-CSM ont été élaborés.

# **PERFORMANCES SECTORIELLES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PNDES AU PREMIER SEMESTRE 2018**

Les actions du CSD « commerce et services marchands » s’inscrivent dans l’axe 3 du PNDES « dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois », plus particulièrement dans l’objectif stratégique 3.3 « Promouvoir le commerce et l'expansion des industries de services à forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois décents ».

# **Axe 3 « Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois ».**

### **I.1.1. Objectif stratégique 3.3 : Promouvoir le commerce et l'expansion des industries de services à forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois décents**

La mise en œuvre de la PS-CSM contribue à l’atteinte de deux effets attendus du PNDES. Il s’agit de **l’EA 3.3.1 :** le secteur tertiaire se formalise et est davantage dynamique et créateur d’emplois décents et de **l’EA 3.3.2 :** la mise en marché des produits est renforcée.

# **. EA 3.3.1 : Le secteur tertiaire se formalise et est davantage dynamique et créateur d’emplois décents**

Le secteur tertiaire dans ce présent CSD est composé des services de transports, des services financiers, des services des postes et télécommunications et des services de communication.

Les quinze (15) sous-effets attendus sectoriels (SEA) contribuant à l’atteinte de l’effet attendu (EA) 3.3.1 du PNDES sont :

* SEA 2.1.1 : le secteur des transports est moderne et professionnel ;
* SEA 2.1.2 : la mobilité urbaine est améliorée ;
* SEA 2.1.3 : la mobilité rurale (transport rural et fluvial) est améliorée ;
* SEA 2.1.4 : les conditions de transport international et de transit sont améliorées ;
* SEA 2.1.5 : la performance du système de transport ferroviaire est améliorée ;
* SEA 2.1.6 : les services de transport aérien sont accrus et améliorés ;
* SEA 2.2.1 : la sécurité routière est améliorée ;
* SEA 2.2.2 : la sécurité et la sûreté aérienne sont améliorées ;
* SEA 2.3.1 : l’offre des services financiers est améliorée ;
* SEA 2.3.2 : la gamme des services postaux est améliorée ;
* SEA 2.3.3 : la gamme de services numériques postaux (hors services financiers) est améliorée ;
* SEA 2.4.1. : les opérateurs de communication se professionnalisent et offrent un service de qualité ;
* SEA 2.4.2. : l’accès à internet haut débit est amélioré ;
* SEA 2.4.3 : la qualité et la compétitivité des services de communications électroniques sont améliorées ;
* SEA 2.4.4: les services du e-commerce sont développés.

# **I.1.1.1.1. SEA 2.1.1 le secteur des transports est moderne et professionnel**

Pour ce sous-effet, deux indicateurs mesurent sa réalisation ; il s’agit de :

* pourcentage de titres de transports sécurisés qui était de 0% en 2017 et pour cible 15% en 2018 ;
* âge moyen des véhicules affectés au transport de marchandises était de 20 ans en 2017 pour une cible fixée à 19 ans en 2018.

Les principaux produits dont les réalisations concourent à l’atteinte de la cible fixée en 2018 sont :

* Produit 1 : les titres de transport modernes et sécurisés sont produits au Burkina Faso ;
* Produit 2 : le parc automobile poids lourds est renouvelé.

**Les titres de transport modernes et sécurisés sont produits au Burkina Faso**

Au cours du premier semestre de l’année 2018, les activités exécutées pour la réalisation de ce produit sont : (i) le début de l’enrôlement et la production des Permis de Conduire à Ouaga courant avril 2018 ; (ii) la formation des formateurs et des utilisateurs ; (iii) la signature de l’arrêté portant homologation des tarifs des prestations de services de la DGTTM ; (iv) l’aménagement et la pré-réception de la salle de production de la Direction Régionale des Transports des Hauts Bassins (Bobo Dioulasso); (v) le démarrage effectif de la production des permis de conduire à Bobo-Dioulasso depuis le 1er Juin 2018 ; (vi) l’aménagement et l’équipement en cours (pylônes, câblages, matériels de bureau) de trois (03) Directions Régionales des Transports (Koudougou, Tenkodogo et Fada N’Gourma). A la date du 30/06/2018, trois mille neuf cent vingt-six (3926) permis ont été délivrés à Ouagadougou et sept cent (700) à Bobo-Dioulasso, soit un total de 4 626 titres sécurisés, correspondant à un taux d’exécution physique de 0,14%.

Au plan financier, les charges réalisées par le partenaire sont estimées globalement à 6 110 413 528 FCFA. Le remboursement du Partenaire se fait sur la base d’un échéancier convenu dans le contrat, et le premier jalon de remboursement (1 450 000 000 FCFA) échu a été honoré en janvier 2018, soit un taux d’exécution financière de 9,5%.

La mise en oeuvre de ce produit a été confrontrée à de nombreuses difficultés ; notamment :

* le retard dans la mise en œuvre du planning du projet ;
* la non prise en compte par le partenaire dans son offre de l’ensemble des fonctionnalités ou modules du système actuel (notamment l’organisation des examens, les licences et cartes de transports et le module de gestion des auto-écoles). Un avenant, objet de divergences a été proposé par le Partenaire dans ce sens ;
* le développement et la finalisation de la solution technique toujours en cours (module carte grise) ;
* le faible niveau de renforcement des capacités du personnel affecté à l’administration et à l’utilisation du nouveau système d’enrôlement et de production des titres de transport;
* l’insuffisance du personnel existant.

**Le parc automobile poids lourd est renouvelé**

La mise en œuvre de ce produit se traduit par des activités d’importation de :

* 224 véhicules d’hydrocarbures sur 400;
* 169 véhicules de marchandises sur 278;
* et de 42 porte-conteneurs sur 100.

Le niveau d’importation global se situe à 435 véhicules, toutes catégories confondues et plus de 85 en cours d’acheminement au Burkina Faso, d’où un taux d’exécution physique de 67,70%.

Comme suite à la recommandation de la session 2018 du CSD-CSM, le comité de pilotage du projet s’est réuni afin de statuer sur les attestations d’importations en souffrances ; le tableau ci-dessous en fait la situation.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désistements :** | **Demandes supplémentaires :** | **Réaffectation :** |
| 56 véhicules d’hydrocarbures | 89 véhicules d’hydrocarbures | 56 véhicules d’hydrocarbures |
| 59 véhicules de marchandises | 84 véhicules de marchandises | 84 véhicules de marchandises |
| 04 porte-conteneurs | 02porte-conteneurs | 1. porte-conteneurs |

En dépit d’un taux relativement satisfaisant à mi-parcours, la mise en œuvre de ce produit reste néanmoins confrontée à certaines difficultés rapportées par les bénéficiaires ( les opérateurs) notamment :

* l’accès au financement bancaire pour insuffisance de garanties ou de l’inexistence de contrat de travail ferme (SONABHY, Total, Vivo Energie; miniers, etc.) ;
* la durée et la lourdeur du processus d’octroi de prêt ;
* la longue durée du processus de fabrication et d’acheminement des véhicules de transport de marchandises au Burkina Faso.

# **I.1.1.1.2. SEA 2.1.2  La mobilité urbaine est améliorée**

L’indicateur du sous-effet attendu est le temps moyen d’attente à un arrêt de bus. Cet indicateur ressortait en 2017 à 120 mn et la cible fixée pour 2018 est de 60 mn. Sa mise en œuvre se fera à travers la réalisation des produits suivants : les terminus périphériques sont construits et le parc de bus est renforcé.

**Les terminus périphériques sont construits**

De janvier à juin 2018, aucun terminus n’a encore été construit. Le taux d’exécution physique et financier est de 0%.

La régulation du budget destiné à la construction des terminus périphériques, a empêché la réalisation de ce produit .

**Le parc de bus est renforcé**

Au 30 juin 2018, le parc de bus a été renforcé par 60 nouveaux bus soit un taux d’exécution physique de 30%.

L’étape restante pour la réalisation du produit est l’accord du gouvernement sur le projet de mobilité urbaine du Grand Ouaga.

# **I.1.1.1.3. SEA 2.1.6 : les services de transport aérien sont accrus et améliorés**

Deux indicateurs mesurent la réalisation de ce sous-effet :

* l’évolution du nombre de passagers aux aéroports du Burkina Faso ;
* le nombre d’accords de services aériens signés ou paraphés et mémorandums d’ententes signés.

Concernant l’évolution du nombre de passagers aux aéroports, la situation de cet indicateur sectoriel en 2017 était de 579 405 passagers et la cible de 2018 est de 628 422 passagers. Pour le nombre d’accords de services aériens signés ou paraphés et mémorandums d’ententes signés, la situation de cet indicateur était de 2 en 2017 et la cible de 2018 est de 1.

Les principaux produits attendus pour l’atteinte de ces indicateurs sont :

* les fréquences des vols ont augmentés ;
* de nouvelles lignes sont ouvertes ;
* des consultations aéronautiques sont tenues.

**Les fréquences des vols ont augmenté et de nouvelles lignes sont ouvertes**

L’approbation des programmes de vols Eté et Hiver et la délivrance des autorisations d’exploitation sont les activités réalisées pour l’execution des deux produits.

Sur une cible de 6 en 2018 pour les deux produits, 6 nouvelles lignes et 6 nouvelles fréquences ont été enregistrées soit un taux d’exécution physique de 100% pour les deux produits au 30 juin 2018.

**Des consultations aéronautiques sont tenues**

l’élaboration de projets d’accords de services aériens et de memorandums d’entente, les négociations et la signature d’accords de services aériens et de memorandums sont les activités réalisées pour l’exécution de ce produit.

Pour une cible d’un (01) accord en 2018, 2 accords ont été signés. Soit un taux d’exécution physique de 100% en fin juin 2018.

Pour la réalisation de ces trois produits les difficutés rencontrées sont essentiellement la non disponibilité des Etats parties aux accords de négociations et l’insuffisance de l’allocation budgétaire pour l’activité.

Pour palier cette difficulté, la dotation de l’ANAC en ressources propres devrait lui permettre de mieux planifier et maîtriser les missions de négociations.

# **I.1.1.1.4. SEA 2.2.1 : la sécurité routière est améliorée**

Deux indicateurs mesurent la réalisation de ce sous-effet :

* pourcentage de réduction du nombre d’accidents survenus sur l’ensemble du territoire national ;
* pourcentage de véhicules en surcharge sur les axes routiers.

Concernant le pourcentage de réduction du nombre d’accidents survenus sur l’ensemble du territoire national, la situation de cet indicateur sectoriel en 2017 était de 5,6% et la cible de 2018 est fixée à 10%.

Pour ce qui concerne le pourcentage de véhicules en surcharge sur les axes routiers, la situation de cet indicateur était de 72% en 2017 et la cible en 2018 est de 65%.

Les principaux produits attendus pour l’atteinte de ce sous-effet sont :

* les séances de sensibilisations sont réalisées ;
* le contrôle de la charge à l’essieu des véhicules est effectif.

**Les séances de sensibilisations sont réalisées**

Pour l’atteinte de ce produit, les activités suivantes ont été menées : (i) cinquante-six (56) sorties de contrôle de vitesse ; (ii) une (01) mission d’inspection de la signalisation dans la ville de Dori ; (iii) quatre (04) sorties foraines de sensibilisation sur la sécurité routière dans les villes de Ouagadougou, Manga, Pô et Tiébélé ; (iv) trente-deux (32) sorties de sensibilisation sur la sécurité routière dans les lycées et collèges ; (v) cinq (05) émissions télévisuelles (Télévision Burkina Infos) et six (06) émissions radios (Bobo et Fada).

Le taux d’exécution physique de ces activités est de 51,42%.

Dans le cadre de la démolition des ralentisseurs anarchiques, le lancement officiel des activités a eu lieu le 8 mai 2018 à Loumbila dans la région du Plateau Central. Au 30 juin 2018, quatre vingt sept (87) ralentisseurs ont été démolis sur 200 ralentisseurs recensés.

**Le contrôle de la charge à l’essieu des véhicules est effectif**

Pour la réalisation de ce produit**,** les activités suivantes ont été menées :(i)huit (08) missions d'échange et d'inspection des structures émettrices de plus de deux cent mille (200 000t/an) ont été effectuées , (ii)le contrôle de 97602 véhicules lourds de transport de marchandises, (iii) la tenue d’une rencontre le 21 juin 2018 des ministres en charge des Transports et des Infrastructures des pays membres de l’UEMOA, de la Guinée et du Ghana à Niamey au Niger sur le règlement 14 de l’UEMOA, qui a adopté ce qui suit :

Du 1er juillet au 30 août 2018 :

* maintien de toutes les autres dispositions de la Déclaration des Ministres de septembre 2017 ;
* élaboration et transmission aux Etats de toute la documentation nécessaire (silhouettes et annexes techniques) ;
* élaboration et transmission des projets de textes actualisés pour l'application du Règlement 14.

Du 1er septembre au 31 décembre 2018 :

* application d'une tolérance maximum de 20%;
* application du régime des sanctions et du délestage au-delà de 20%.

Du 1er janvier au 30 juin 2019

* application d'une tolérance maximum de 15%;
* application du régime des sanctions et du délestage au-delà de 15%.

A partir de juillet 2019:

* évaluation en vue de l'application intégrale du Règlement n°14.

Le taux de réalisation physique est de 28,74%.

# **I.1.1.1.5. SEA 2.3.1 : l’offre des services financiers est améliorée**

L’objectif de cet effet est de rendre accessible les populations surtout rurales aux services financiers. Leur accès aux services financiers constitue l’une des principales sources de développement économique et social et de réduction de la pauvreté.

Cinq produits contribuent à la réalisation de ce sous-effet :

**Les crédits sont octroyés aux femmes**

Cette action a pour objectif d’améliorer l’accès des femmes aux crédits. En 2018, il était attendu l’octroi d’un crédit d’une valeur de 10 460 000 000 FCFA à 150 000 femmes. Au 30 juin 2018, 5 903 630 500 FCFA ont été accordés à 83 655 femmes. Le taux d’exécution physique est de 56%. Cette activité est exécutée sans incidence financière.

Les perspectives pour le reste de l’année consistent à la poursuite de l’octroi de crédit aux 66 345 femmes restantes.

**La caisse de dépôt et de consignation (CDC-BF) est créée**

En 2018, il est attendu l’opérationnalisation de la CDC-BF (finaliser le business plan de la CDC-BF; réaliser l'étude actuarielle; nommer les membres de la commission de surveillance ainsi que l'équipe de direction ; doter la CDC de fonds, d'équipement et de fourniture nécessaire ; rédiger les procédures et mode opératoires ; choisir et aménager le bâtiment de siège ; recruter le personnel et inaugurer officiellement pour le lancement des opérations de la CDC-BF). Au cours du premier semestre, le business plan définitif de la CDC a été réalisé et transmis par le cabinet IPSO. Le contrat pour la réalisation de l'étude actuarielle a été signé et l'étude est en cours de réalisation. Le taux d’exécution physique cumulé est de 50%. Pour le reste de l’année, il s’agira de : (i) finaliser l’étude actuarielle, (ii) nommer les membres de la commission de surveillance ainsi que l'équipe de direction, (iii) doter la CDC de fonds, d'équipement et de fourniture nécessaires, (iv) rédiger les procédures et mode opératoires, (v) doter la CDC de locaux, (vi) recruter le personnel et lancer les opérations de la CDC-BF.

**La banque pour le financement de l'agriculture (BADF) est créée**

Pour l’opérationnalisation de la banque plusieurs activités ont été menées au cours du premier semestre 2018. Il s’agit entre autres de l’obtention de l’avis conforme favorable de la commission bancaire pour l’octroi de l’agrément le 14 mars 2018, la notification à la BADF de l’arrêté ministériel n°183/MINEFID/SG/DGTCP/DAMOF du 16 avril 2018 l’autorisant à exercer ses activités, l’identification de l’immeuble devant abriter le siège de la BADF, la tenue du Conseil d’Administration le 20 juin 2018 à l’effet de diligenter l’opérationnalisation de la BADF. Aussi, il convient de souligner que le capital social de la BADF est 14 277 570 000 FCFA. Le taux d’exécution physique est de 50%. Les aspects financiers sont gérés par le Premier Ministère. En termes de perspectives, il s’agira pour les organes dirigeants de diligenter l’ouverture des guichets de la banque dont le démarrage effectif des activités pourrait intervenir en janvier 2019.

**La banque pour le financement des PME/PMI est créée**

Par correspondance en date du 27 octobre 2017, le MINEFID soumettait à Son Excellence Monsieur le Président du Faso, l'option de restructurer la BCB et d’orienter ses activités prioritaires vers le financement des PME/PMI pour pallier à la création d'une nouvelle banque sauf meilleur avis. Les taux d’exécution physique et financière sont de 0%.

**La Stratégie nationale de la finance inclusive et son plan d’actions sont élaborés**

Il s’agit en 2018 d’élaborer la stratégie et son plan d’actions. Au cours du premier semestre 2018, le projet de document a été élaboré. Les taux d’exécution physique et financière sont de 90% et 85%. Au cours du second semestre, il s’agira d’adopter la stratégie, d’élaborer son plan d’action et le cadre de mesure de performance.

# **I.1.1.1.6. SEA 2.3.2. : la gamme des services postaux est améliorée**

Pour ce sous-effet, il s’agit de faire en sorte que les épargnants de la Caisse Nationale d’Epargne et les clients du Centre des Chèques Postaux (CCP) puissent avoir accès au crédit. Cela passe notamment par l’érection d’une banque postale. Cela est mesuré par la proportion de clients ayant contracté un prêt qui devrait passer de 0% en 2017 à 10% en fin 2018.

Deux produits participent à l’atteinte de ce résultat. Ce sont : (i) la détermination des conditions de mise en œuvre de la banque postale et (ii) l’extension et la modernisation du réseau postal national.

**La banque postale est créée**

Pour l’implémentation de la banque postale, il est attendu en 2018 la réalisation d’une étude qui va définir les modalités de mise en œuvre de la banque postale ainsi que l’obtention de l’agrément d’exploitation auprès de la BCEAO.

Au 30 juin 2018, un cabinet a été recruté et l’étude est en cours de réalisation. Le taux d’exécution physique est de 10%.

En perspective, il s’agira de finaliser l’étude et d’enclencher le processus de demande d’agrément.

**Le réseau postal national est étendu et modernisé**

En 2018 il est attendu la construction de cinq nouvelles agences et de connecter 10 agences au réseau informatique. Au 30 juin 2018, une nouvelle agence a été construite portant le nombre d’agences à 114 agences, d’où un taux d’exécution physique de 20%. Cinq agences ont été connectées au réseau informatique, portant le nombre d’agences à 97, d’où un taux d’exécution de 50%.

En perspectives, il s’agira de construire les quatre autres agences et interconnecter les cinq agences restantes.

# **I.1.1.1.7. SEA 2.3.3. : la gamme de services numériques postaux (hors services financiers) est améliorée**

Ce sous-effet est appréhendé par un indicateur. Il s’agit du nombre de services en ligne offerts par la SONAPOST. Ce dernier était de 0 en 2017 et devrait rester constant en 2018.

Trois (03) produits à savoir la mise en œuvre du publipostage, le lancement du projet e-postal et la mise en œuvre de la boite postale numérique devraient contribuer à la mise en ligne de services postaux.

**Le publipostage est mis en œuvre**

En 2018 il est attendu le lancement du publipostage digital.

Au 30 juin 2018 aucune activité n’a été réalisée. Les taux d’exécution physique et financière sont de 0%. Les activités seront déroulées au dernier trimestre de 2018.

**Le projet e-postal est lancé**

En 2018 il est attendu la mise en place d’un service d’établissement des documents administratifs à distance via une plateforme web. Au 30 juin 2018, une convention entre la SONAPOST et l’Agence Nationale de Promotion des TIC est en cours de finalisation pour l’implémentation de la plateforme. Le taux d’exécution physique est de 50%.

Pour le reste de l’année, il s’agira de finaliser l’implémentation de la plateforme.

**La boite postale numérique est mise en œuvre**

En 2018 il était attendu la mise en œuvre d’une boite postale numérique. Au 30 juin 2018, la Boite postale numérique appelée Smart BP est disponible et une campagne de communication du produit est en préparation. Le taux d’exécution physique est de 100%.

# **I.1.1.1.8.SEA 2.4.1. : les opérateurs de communication se professionnalisent et offrent un service de qualité**

La situation des indicateurs qui mesurent l’atteinte du sous effet sont :

- Taux d’accroissement des professionnels de l’information et de la communication formés qui était de -10 % en 2017 et pour cible 3% de croissance en 2018 ;

- Taux de satisfaction des besoins de financement des entreprises de presse privée par l’Etat qui est de 0% en 2017 devrait atteindre 5% en 2018 ;

- Nombre de chaines de télévisions nationales émettant en mode TNT qui était de 14 chaines en 2017 et pour cible 15 chaines en 2018 ;

- Taux d’accroissement annuel des recettes publicitaires des médias publics.

Quatre (04) produits contribuent à la réalisation de ce sous effet : (i) l’accès aux crédits de financement aux entreprises de presse privée est amélioré , (ii) les chaines de télévisions nationales émettant en mode TNT ont augmenté ,(iii) les capacités des professionnels des médias sont renforcées , (iv) la distribution des produits SIDWAYA s’est améliorée.

**L’accès aux crédits de financement aux entreprises de presse privée par est amélioré :**

Les financements retenus dans le cadre de ce produit sont essentiellement ceux que les médias ont obtenu auprès de l’Etat ; l’apport du privé n’a pas pu être comptabilisé.

A ce titre, il est attendu pour 2018 le financement de 20 projets d’entreprise de presse privée. Au 30 juin 2018 aucun projet n’a été financé. Les taux d’exécution physique et financière sont de 0%.

Cette situation est expliquée par le fait que le Fonds d’appui à la presse privée (FAPP) a revu ses textes pour se conformer au statut des fonds nationaux. Les projets de texte ont été transmis en Conseil des Ministres pour adoption depuis 2017.

**Les chaînes de télévision émettant sur l’ensemble du territoire national se sont accrues :**

Pour l’atteinte de se produit**,** il a été mis en oeuvre une stratégie commerciale, la signature de contrats de diffusion avec trois (3) promoteurs de chaines de télévisions. Au 30 juin 2018, le paysage télévisuel burkinabè compte dix-sept (17) chaines de télévision sur les quinze (15) attendues. Le produit est donc réalisé. Les taux d’exécution financière et physique sont de 100%.

**Les capacités des professionnels des médias sont renforcées :**

S’agissant du renforcement de capacité, il faut noter que l’Institut des Sciences et Technique de l’Information et de la Communication assure la formation des journalistes et des techniciens des médias. Sur quatre-vingt-cinq (85) journalistes à former pour l’année 2018, soixante-dix-neuf (79) ont été formés et mis sur le marché du travail.

Le taux d’exécution physique est de 92,94% et le taux financier de 100%.

La collecte des données n’a pas permis de prendre en compte les renforcements de capacités exécutés par les acteurs privés (Centre de presse Norbert ZONGO, Publicitaires associés …).

**La distribution des produits SIDWAYA s’est améliorée :**

Les activités mises en œuvre dans le cadre de ce produit sont l’identification de nouveaux sites de dépôt, la promotion de Sidwaya numérique. Sur une programmation de 1 300 000 tirages, au 30 juin 2018, 607 440 journaux (Sidwaya quotidien, Sidwaya sport et carrefour africain) ont été distribués. Le taux d’exécution physique est de 46,7%.

# **I.1.1.1.9. SEA 2.4.2. : l’accès à internet haut débit est amélioré**

Ce sous-effet est mesuré par deux indicateurs que sont :

* la bande passante internationale par abonné qui était de 0,42 bits/seconde/habitant en 2017 devrait passer à 0,65 en 2018 ;
* le forfait mensuel d’un abonnement à internet haut débit à 1 Mbps qui a atteint 70 000 FCFA en 2017 et qui devrait demeurer le même en 2018

Un produit concourt à la réalisation de ce sous-effet. Il s’agit de la réalisation du point d’atterrissement virtuel.

**Le point d’atterrissement virtuel est réalisé**

Il est prévu en 2018 la construction d’une infrastructure de communication électronique conçue comme un guichet unique ouvert à tous les acteurs en vue de leur permettre d’accéder à la bande passante internationale de meilleure qualité et à moindre coût. Au 30 juin 2018, l’infrastructure est disponible et la bande passante internationale cumulée disponible au Burkina Faso est passée de 16 Gbps à 21 Gbps. Le taux d’exécution physique est de 100%.

# **I.1.1.1.10. SEA 2.4.3. : la qualité et la compétitivité des services de communications électroniques sont améliorées**

Ce sous-effet est évalué par l’indicateur "taux de satisfaction des usagers des réseaux de la téléphonie mobile". Cet indicateur, d’une valeur de 66% en 2017, devrait atteindre 70% en 2018.

Ce dernier possède un seul produit qui est la construction d’infrastructures large bande qui va concourir à améliorer les services de communications électroniques dont celles de téléphonie mobile.

**Les infrastructures large bande sont construites**

Pour l’année 2018, il est prévu la pose de 307 km de fibre optique. Au 30 juin 2018, 496 km de fibre optique a été construite dépassant largement la cible. Le taux d’exécution physique est de 100%.

# **I.1.1.1.11. SEA 2.4.4. : les services du e-commerce sont développés**

Il est mesuré par la proportion d’entreprise en ligne ayant effectué des achats en ligne durant les douze derniers mois. Elle devra passer de 0,3% en 2017 à 1% en 2018. Les produits qui vont concourir à l’usage des services de e-commerce sont : (i) la lutte contre la cybercriminalité (ii) la sensibilisation des acteurs à travers l’organisation du forum de la poste et du commerce électronique et (iii) la réalisation du plan national d’adressage.

**La lutte contre la cybercriminalité est effective**

En 2018 est attendu l’élaboration d’une stratégie nationale de cybersécurité et l’adoption d’une loi contre la cybercriminalité. Au 30 juin 2018, la stratégie a été élaborée et un avant-projet de loi de lutte contre la cybercriminalité a été adopté par le Ministère en charge de la justice et celui en charge de l’économie numérique. Le taux d’exécution physique est de 60%.

En perspective, il s’agira de valider la stratégie et de faire adopter la loi.

**Le forum de la poste et du commerce électronique est organisé**

Il est attendu en 2018 l’organisation d’un évènementiel dédié aux activités postales, au commerce électronique et aux moyens de paiement électronique. Cette rencontre permettra de créer une synergie d’action entre les acteurs impliqués dans le commerce électronique. Au 30 juin 2018, aucune activité n’a été réalisée ; le taux d’exécution physique est de 0%.

La réalisation du produit est attendue au quatrième trimestre.

**Le plan national d’adressage est réalisé**

En 2018 il est prévu la réalisation du plan d’adressage physique et numérique de l’ensemble des villes (communes urbaines et rurales).

Au 30 juin 2018 le processus de recrutement du consultant qui va réaliser le plan national d’adressage est en cours. Le taux d’exécution physique est de 25%.

# **.EA 3.3.2 : la mise en marché des produits est renforcée**

Les sous-effets attendus sectoriels (SEA) contribuant à l’atteinte de cet effet attendu (EA) du PNDES sont :

* SEA 1.1.1. : les produits d'exportation sont diversifiés avec gain de parts de marché ;
* SEA 1.1.2 : les intérêts commerciaux et économiques du Burkina Faso sont préservés ;
* SEA 1.1.3 : les produits locaux sont promus ;
* SEA 1.2.1 : une concurrence saine et loyale est promue au Burkina Faso ;
* SEA 1.2.2 : les informations sur le commerce au profit des acteurs sont disponibles.

# **I.1.1.2.1 SEA 1.1.1. : les produits d'exportation sont diversifiés avec gain de parts de marché**

Le niveau de réalisation de ce sous-effet est apprécié par la Part de marché régional (Pmr) qui était de 18,2% en 2017 avec une cible attendue de 19,3% en 2018.

Pour atteindre ces cibles, les produits suivants ont été mis en œuvre :

* les produits d’exportation sont diversifiés ;
* les produits d’exportation gagnent en part de marché.

**Les produits d’exportation sont diversifiés**

Dans le cadre de la diversification des produits d’exportation, un consultant a été recruté afin d’élaborer quinze (15) business plans au profit des acteurs de la filière karité. A travers la mise en œuvre du plan de travail annuel du projet d’appui au développement de la filière karité au Burkina. De même, un consultant externe a été recruté pour la réalisation d’une étude d'évaluation finale du projet anacarde/mangue. A cet effet, les termes de référence pour la production du rapport ont été élaborés et soumis au secrétariat exécutif du Cadre Intégré Renforcé (CIR) pour appréciation. En outre, au cours du semestre, des rencontres ont été organisées avec les acteurs des filières mangues et anacardes dans le cadre de la mise en place de marques collectives pour ces filières.

Le taux physique de réalisation est de 55%.

Pour le second semestre de l’année 2018, il sera question de l’adoption de la stratégie nationale de promotion des exportations en conseil des Ministres.

**Les produits d’exportation gagnent en part de marché**

Au cours du premier semestre 2018, des actions de renforcement des compétences des exportateurs dans le domaine du commerce international ont été menées afin de permettre des gains de part de marché aux produits d’exportations. A cet effet, la participation de dix-sept (17) exportateurs à la 20ème édition de BIOFACH tenue à Nuremberg du 14 au 16 février 2018 a été appuyée dont huit (08) acteurs de la filière mangue et deux (02) de la filière anacarde. A l’issue de l’exposition, 436 contacts au total ont été échangés, 45 des contacts échangés ont été jugés promoteurs et concluants. En résultat 16 contrats ont été signés pour une valeur totale de 2,99 milliards de F CFA.

Le taux physique d’exécution est de 90%.

Le second semestre sera consacré à l’opérationalisation du Fonds d’Appui à l’Exportation (FAPEX) à travers (i) l’approbation des textes d'opérationnalisation du Fonds; (ii) la mise en place des outils d'opérationnalisation du Fonds et (iii) l’ouverture des guichets afin d’apporter une subvention et un appui institutionnel aux exportateurs.

# **I.1.1.2.2 SEA 1.1.2 : les intérêts commerciaux et économiques du Burkina Faso sont préservés**

La réalisation de ce sous-effet sera captée par le Taux de couverture des importations par les exportations (TC) qui sera poussé de 66,50% en 2017 à 78% en 2018. Il sera appuyé de la part des produits alimentaires de consommation dans les importations de biens qui était de 10,1% en 2017 avec une prévision de 8% pour 2018.

L’atteinte de ces differentes cibles passera par les deux (02) produits suivants :

* la participation du Burkina Faso aux négociations commerciales est assurée ;
* les intérêts économiques du BF sont préservés.

**La participation du BF aux négociations commerciales est assurée**

La participation du Burkina Faso aux activités de négociation commerciales rentre dans le cadre de l’intégration du pays dans le système commercial mondial. Pour ce faire, des actions en vue de doter le pays d’un cadre réglementaire international propice au développement de son commerce extérieur ont été prévues pour l’année 2018. Au cours du premier semestre, le pays a participé : (i) au 9ème forum de négociation de la zone de libre-échange continentale à Addis-Abeba en Ethiopie du 04 au 18 février 2018 ; (ii) à la réunion du comité National de Suivi du Programme Communautaire de Développement et du Programme Economique Régional à Ouagadougou le 8 février 2018 ; (iii) au 10ème forum de négociation zone de libre-échange continentale à Kigali au Rwanda (26 février - 19 mars 2018) et à (iv) la participation du Burkina Faso au 11ème forum de négociation de la ZLECA du 25 mai au 03 juin 2018 à Dakar au Sénégal ; celle de la conférence des Chefs d’Etat et de Gouvernement de l’UA à Nouakchott en Mauritanie du 24 juin au 03 juillet 2018, de même que celle de la réunion préparatoire de la 7ème conférence au sommet du TAC. En fin, la participation du pays à l’atelier de validation du rapport provisoire de l’étude en vue de l’élaboration d’un document cadre sur la libre circulation des services dans l’espace l’UEMOA à Bamako au Mali du 20 au 23 février 2018.

Le taux d’exécution physique est de : 100%

**Les intérêts économiques du BF sont préservés**

Deux actions majeures sont mises en œuvre sous ce produit : (i) Promouvoir les exportations aux USA sous AGOA et (ii) suivre l’exécution du protocole d’accord portant cahier des charges applicables aux opérateurs de la filière coton.

Concernant la première action, le premier semestre de l’année 2018 a connu la participation du BF à l’atelier sur le renforcement des capacités et le développement des compétences dans le cadre de l’AGOA à Accra au Ghana ; la participation au forum de l’AGOA et la tenue d’un atelier de sensibilisation sur les résultats issus du forum. Pour le restant de l’année, les actions se poursuivront. A cet effet, une communication orale est faite en Conseil des Ministres pour la participation du Burkina Faso au 17ème forum AGOA prévu du 11 au 12 juillet 2018 à Washington aux USA. En outre, le reste de l’année verra l’organisation d’un atelier de formation sur les procédures et dispositions d’exportation sous AGOA au profit des opérateurs économiques.

S’agissant de la seconde action, une situation du déroulement de la campagne cotonnière 2017/2018 est faite et a été portée à l’attention des Autorités. De même, au cours du semestre, il y a eu le lancement de la campagne cotonnière 2018/2019 qui a permis d’annoncer le prix d’achat plancher du coton graine et celui de la cession des intrants ; la tenue des fora de sensibilisation des producteurs dans les zones cotonnières.

Le taux physique d’exécution est de 65%.

# **I.1.1.2.3 SEA 1.1.3 : les produits locaux sont promus**

Le Taux de croissance des exportations des filières porteuses est l’indicateur qui apprécie le niveau de la promotion des produits locaux. De 72,45% en 2017, son niveau attendu en 2018 est de 73,76%.

Les produits suivants ont été obtenus au cours du premier semestre 2018 afin d’atteindre ces niveaux de cible :

* les produits locaux sont valorisés ;
* les produits locaux sont consommés.

**Les produits locaux sont valorisés**

Au cours du premier semestre 2018, deux actions ont été entreprises : (i) Faire adopter les textes d’application sur le Commerce et (ii) réaliser l’étude pour la mise en place d’une bourse du commerce.

Pour l’adoption des textes d’application sur le commerce, le semestre a vu l’établissement, l’enregistrement et le classement de 200 actes de commerce. Ces textes d’application sur le commerce ont été validés et transmis au Secrétariat général du gouvernement et du conseil des ministres (SGG-CM) pour convocation d’un conseil de cabinet. De même, un atelier d’information et de formation sur ces actes de commerce a été organisé au profit des acteurs concernés.

Quant à la réalisation de l’étude pour la mise en place de la bourse du commerce, le bilan fait état de la tenue d’une réunion de cadrage. Aussi, un observatoire de commerce a été mis en place afin de rendre possible le relevé hebdomadaire des prix et des stocks des produits de grande consommation sur toute l’étendue du territoire. Ce qui a permis, au cours du semestre, d’assurer onze (11) relevés hebdomadaires sur 52 possibles.

Les difficultés majeures restent l’insuffisance des ressources financières qui ne permet pas d’une part, la vulgarisation de ces textes, et d’autre part la sensibilisation des acteurs autour de ces textes.

Le taux d’exécution physique est de 60,6%.

Pour le second semestre, les actions seront orientées vers la formation de vingt (20) agents à l’utilisation de la base de données des produits de grande consommation ainsi que la validation du rapport de l’étude pour la mise en place du rapport de la bourse.

**Les produits locaux sont consommés**

Les actions attendues au cours de l’année étaient (i) la réalisation de l’étude de faisabilité pour la mise en place d’une centrale d’achat de produits de grande consommation et (ii) la poursuite de la mise en œuvre du mot d’ordre « consommons burkinabè ».

Au 30 juin 2018, le processus de recrutement du consultant pour la conduite de l’étude de faisabilité a été bouclé et le consultant a démarré sa mission le 09 mai 2018 pour un délai d’exécution de cent-vingt (120) jours. Un comité technique de suivi de l’ étude a été mis en place. Une rencontre de cadrage et une rencontre de validation des outils de collecte ont été tenues respectiviement le 09 mai et le 14 juin 2018. D’un coût global de 47 200 000 de FCFA, l’étude devra permettre de disposer des coûts de réalisation des infrastructures ; des plans architecturaux des infrastructures ; du modèle financier ; des évaluations des impacts environnementaux et des modes de gestions adaptés. Le rapport provisoire de l’étude est attendu courant septembre 2018 pour la validation nationale.

S’agissant de la mise en œuvre du mot d’ordre « consommons burkinabè », il s’agit de suivre la mise en œuvre de la lettre circulaire N°2017-002/PM/SG/DGEF du 13 janvier 2017 relative aux « mesures portant consommation des produits locaux par les structures publiques » et l'arrêté N°2017-002/PM/CAB du 31 janvier 2017 portant achat des produits alimentaires locaux par les structures étatiques dans le cadre de leur approvisionnement en produits locaux. A cet effet la lettre 018-0042/MCIA/SG/DGC/DPDPL du 23 janvier 2018 a été adressée aux ministères et structures concernés demandant le point de la mise en œuvre de la circulaire et de l’arrêté susmentionnés. Les réponses reçues montrent que les mesures sont respectées de façon progressive par les structures.

Une nouvelle lettre a été adressée aux structures en début juillet pour demander l’état de mise en œuvre des mesures au titre du 1er semestre 2018.

Un comité technique interministériel conjoint n°2018/MCIA/MINEFID du 05 mars 2018 portant création, attributions, composition et fonctionnement de la commission technique interministérielle de réflexion sur la promotion des produits des filières de production agricole locale au Burkina Faso afin d’évaluer le niveau d’application du mot d’ordre « consommons burkinabè » est en cours.

De même, des réflexions en cours vont permettre la mise en place d’un conseil national de l’anacarde.

La difficulté majeure demeure l’absence de financement pour le suivi de la mise en œuvre des mesures du mot d’ordre.

Le taux d’exécution physique est de 45%.

Au second semestre de l’année 2018, il est attendu (i) la validation du rapport de l’étude de faisabilité pour la mise en place d’une centrale d’achat des produits de grande consommation ; la (ii) poursuite du plaidoyer pour l’application des dispositions de l’arrêté et la lettre circulaire du Premier Ministre

# **I.1.1.2.4 SEA 1.2.1 : une concurrence saine et loyale est promue au Burkina Faso**

Le pourcentage des acteurs contrôlés respectant la règlementation qui doit passer de 16% en 2017 à 20% en 2018. L’atteinte de cette cible en 2018 nécessite les produits suivants :

* la régulation de la concurrence est effective ;
* les prix et la qualité des produits de grande consommation sont contrôlés.

**La régulation de la concurrence est effective**

La principale action visant la régulation effective de la concurrence au cours du semestre a éte l’élaboration des textes d'application de la loi N°016-2017/AN portant organisation de la concurrence au Burkina Faso à travers (i) la révision du cadre légal de la loi, (ii) l’élaboration de l’arrêté portant répartition des amendes et pénalités et sa soumission au niveau de la DGCMEF pour visa, (iii) l’élaboration et l’adoption du règlement intérieur de la Commission Nationale de la Concurrence et de la Consommation.

Aussi, la mise en œuvre des règles de concurrence et de protection des consommateurs a nécessité (iv) la désignation des mandataires devant siéger à l’Assemblée Plénière de la Commission, ainsi que (v) la nomination des Instructeurs (du Secrétariat Permanent) en Conseil des Ministres. Ceci a permis de réceptionner et d’instruire quatre (04) dossiers de saisines au cours du semestre.

Concernant la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles et restrictives de la concurrence , des enquêtes de concurrence dans les secteurs des télécommunications, de la boulangerie, des autoécoles, en plus du transport de marchandises et assimilés ont été menées au cours de la période. Ces investigations font suite à la réception par la CNCC de dix (10) plaintes sur des cas de concurrence ‘déloyales’, de la fraude, de la qualité et de la métrologie.

Dans le but d’une large diffusion de l’information sur les règles de la concurrence  et de la lutte contre la fraude, deux-cent (200) opérateurs économiques ont bénéficié de formation et de sensibilisation sur la loi 016 sus citée.

Le taux d’exécution physique est de 74,5%.

**Les prix, le poids et la qualité des produits de grande consommation sont contrôlés**

Les actions de contrôle des prix, du poids et de la qualité des produits ont concerné plusieurs entités  au cours du semestre: (i) cent-trois (103) unités de production d’eau minérale, de produits agroalimentaires, de boisson alcoolisées ou non ; (ii) sept (07) secteurs d’activités dans le cadre de la lutte contre la vente illicite, la contrefaçon et les fraudes ; (iii) 2 610 commerçants contrôlés avec 46 types de produits alimentaires saisis sur toute l’étendue du territoire pour la qualité primaire des produits importés ou fabriqués localement et le respect de la règlementation commerciale ; (iv) 331 stations-services ; 29 marketers ; 24 pharmacies et 20 entreposeurs de tabacs à l’approche des fêtes.

Du 1er janvier au 30 juin 2018, la Direction Générale du Contrôle et de Répression des Fraudes (DGCRF) et les Directions régionales en charge du commerce (DRCIA) ont saisi plus de 10 tonnes de riz, 7 000 bidons de jus et 100 cartons d’insecticides périmés.

D’autres actions visant à assurer la protection du consommateur ont également été entreprises par l’ABNORM au cours du semestre à travers des contrôles spécifiques d’instruments de mesure et qui a permis d’enregistrer 2 613 instruments de mesure vérifiés dont 2 432 distributeurs routiers, 131 instruments de pesage et 50 thermomètres.

Le taux financier est difficile à calculer car il n’y a pas de budget spécifique dédié au contrôle. L’autre difficulté liée à ces actions de contrôle sont les agressions à la fois verbales et physiques que sont victimes les agents commis au contrôle.

Le taux d’exécution physique est de 70,8%.

Le reste de l’année sera consacré à la poursuite des contrôles.

# **I.1.1.2.5 SEA 1.2.2 : les informations sur le commerce au profit des acteurs sont disponibles**

Le niveau de réalisation de ce sous-effet est mesuré par le taux de satisfaction des usagers qui, de 75% en 2017 est attendu à 85% en 2018. Pour ce faire, les produits suivants sont obtenus :

* l’analyse des informations commerciales est assurée ;
* le dispositif d’alerte de la fraude est mis en place.

**L’analyse des informations commerciales est assurée**

Pour ce produit, les actions visaient principalement à (i) rendre opérationnelle la base de données des produits de grande consommation et à (ii) une vitrine des produits burkinabè à l’étranger.

Au 30 juin 2018, concernant l’action visant l’opérationnalisation de la base de données des produits de grande consommation, deux (02) serveurs ont été acquis.

S’agissant de la création de la vitrine des produits burkinabè à l’étranger, la vitrine a été mise en place dans les representations diplomatiques. Toutefois, avec la rupture des relations diplomatiques avec Taiwan, la vitrine qui était prevue à Taipei n’a pu etre faite

Pour le second semestre de l’année 2018, les deux (02) serveurs acquis seront connectés à la base de données des produits de grande consommation. De même, il sera question de la disponibilisation du répertoire des produits de grande consommation ainsi que la formation des agents à l’utilisation de ce répertoire.

L’insuffisance des ressources financières et l’instabilité diplomatique constituent les principaux goulots qu’il sied de lever afin d’accélérer la mise en œuvre effective de l’action.

Le taux d’exécution physique est de 52,5% contre 15% pour le niveau de réalisation financière.

**Le dispositif d’alerte de la fraude est mis en place.**

Pour ce produit, aucune action n’a été réalisé pour cette année 2018.

Le taux d’exécution physique est de 0%.

# **Synthèse de la performance par objectif stratégique**

**En matière de services marchands, le secteur a relevé des avancées notables** notamment pour ce qui concerne les sous-effets :

* « le secteur des transports est moderne et professionnel » avec le produit le renouvellement du parc où des attestations d’importations ont été réattribuées à d’autres opérateurs;
* « la mobilité urbaine est améliorée » avec la mise en circulation de 60 bus à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso ;
* « les opérateurs de communication se professionnalisent et offrent un service de qualité » avec le produit 17 chaînes de télévision émettant en mode TNT sur l’ensemble du territoire national ;
* « l’accès à internet haut débit est amélioré » avec le produit la bande passante par abonné a connu une augmentation significative (30%) avec l’inauguration des infrastructures du Programme de Renforcement des Infrastrures de Communication en Afrique de l’Ouest (PRICAO) PRICAO-BF.

**En matière de commerce de biens,** les sous effets pour lesquels il y a eu des avancées les plus nettes sont :

* le sous effet « les intérêts commerciaux et économiques du Burkina Faso sont préservés »avec les actions de participation du Burkina Faso aux négociations commerciales ;
* le sous effet « une concurrence saine et loyale est promue au Burkina Faso» avec actions de régulation de la concurrence et la protection du consommateur d’une part; puis les actions de contrôle des prix, du poids et de la qualité des produits d’autre part.

Toutefois, l’effectivité de l’implémentation d’une culture de concurrence propice au developpement économique reste emprunt d’obstacle liés aux faits suivants : la faiblesse des ressources financières et matérielles allouées à la Commission et aux structures de contrôle ; la faible coopération la Commission et les autorités sectorielles d’une part et entre la Commission et les structures de controles de qualité, metrologie et les prix ; la non prise en compte des besoins de formation des experts nationaux de concurrence dans le plan de formation du département en charge du commerce ;

En guise de solution, le gouvernement devra initier des protocoles ou conventions de collaborations et de financement des activités de surveillance du marché national au bénéfice des structures visées.

En outre, d’autres difficultés spécifiques au domaine des transports freinent la mise en œuvre des activités ; il s’agit de :

* la non prise en compte par le partenaire dans son offre de l’ensemble des fonctionnalités ou modules du système actuel (notamment l’organisation des Examens, les licences et cartes de transports et le module gestion des auto-écoles) dans le cadre du projet de modernisation et sécurisation des titres de transport. Un avenant, objet de divergences a été proposé par le Partenaire dans ce sens;
* la non disponibilité de l’accord du gouvernement pour le projet de mobilité urbaine du grand Ouaga. Comme proposition de solution, le Gouvernement devrait statuer sur le projet de mobilité urbaine du Grand Ouaga pour permettre de dérouler l’ensemble des activités.

# **ÉTAT DU FONCTIONNEMENT DU CSD ET DE LA MISE EN ŒUVRE A FIN JUIN 2018 DES RECOMMANDATIONS DES REVUES SECTORIELLES ET DU PNDES**

Le cadre sectoriel de dialogue commerce et services marchands (CSD-CSM) s’est doté d’un arrêté qui régit son fonctionnement. Il s’agit de l’ARRETE N°2018-027/ MTMUSR/CAB portant création, attributions, composition et fonctionnement du Cadre Sectoriel de Dialogue « Commerce et services marchands ».

En outre, la politique sectorielle commerce et service marchands a été adoptée par le Conseil des ministres en sa séance du mercredi 04 juillet 2018.

Pour son opérationnalisation, les départements ministériels membres du CSD, ont élaboré et adopté des plans d’actions .

Au 30 juin 2018, le CSD conformément à l’arrêté sus-mentionné a mené des activités qui ont porté sur:(i) la finalisation de la politique du secteur ; (ii) la signature de l’arrêté régissant le CSD ; (iii) la tenue de la revue annuelle 2017 (iv) les travaux relatifs à la tenue de la revue à mi-parcours 2018.

Dans le cadre de l’élaboration du rapport à mi-parcours 2018, plusieurs activités ont été menées, il s’agit de la rencontre de cadrage du secrétariat technique du CSD, l’élaboration d’un chronogramme pour les travaux, la collecte des données, l’atelier d’élaboration des rapports ministériels, l’atelier d’élaboration du rapport sectoriel, l’atelier de validation du rapport sectoriel, la tenue de la session.

Toutefois, certaines difficultés ont été rencontrées. Il s’agit notamment de :

- Retards dans la transmission des données par certaines structures techniques ;

- la non disponibilité de certaines données.

Par ailleurs, lors de la revue annuelle 2017, trois principales recommandations ont été faites. L’état de mise en œuvre de ces recommandations est consigné dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Recommandations** | **Echéance de mise en œuvre** | **Structures responsables** | **Etat de la mise en œuvre** | **Commentaire** |
| 01 | Renforcer les capacités du secrétariat technique | 31 décembre 2018 | SP-PNDES | En partie réalisé | Une dotation budgétaire de 15 000 000 plaidé par le SP-PNDES en faveur des Présidents de CSD |
| 02 | Renforcer le caractère analytique du rapport | Permanente | Secrétariat technique du CSD | Pris en compte dans le présent rapport |  |
| 03 | Convoquer une réunion du comité de pilotage du projet de renouvellement du parc automobile poids lourds pour statuer sur les attestations d’importations en souffrances | 30 juin 2018 | DGTTM | Comité de pilotage s’est réuni et a statué sur le cas des attestations en souffrances | Des attestations d’importation ont été rétrocédées à des acteurs capable d’importer les véhicules poids lourds avant l’échéance. |

# **PERSPECTIVES POUR LE RESTE DE L’ANNEE 2018**

Pour le sous effet « **le secteur des transports est moderne et professionnel»**, comme perspectives pour le second semestre 2018:

Pour ce qui est du produit «  **titres de transports modernes et sécurisés sont produits au Burkina Faso** », il s’agira de (i) finaliser les aménagements et l’équipement des Directions Régionales des Transports restantes ; (ii) mettre en service le module des cartes grises; (iii) démarrer la production de masse des nouveaux titres (cartes grises et Permis de Conduire) de transports sur l’ensemble du territoire national ; (iv) procéder au recrutement et au renforcement des capacités du personnel et des utilisateurs du nouveau système d’enrôlement et de production des titres de transports ; (v) démarrer les activités d’enrôlement des équipes mobiles.

Pour ce qui est du produit : «  **le parc automobile poids lourds est renouvelé** », il s’agira pour le second semestre de l’année 2018 de : (i) suivre et de boucler le programme de renouvellement du parc de véhicules de transports de marchandises ; (ii) mener des actions afin que la deuxième opération soit inscrite dans la loi de finance 2019 de concert avec le Secrétariat Général.

Pour le sous effet « **la mobilité urbaine est améliorée** », l’étape restante pour la réalisation du produit « **le parc de bus est renforcé** » c’est l’accord du gouvernement sur le projet de mobilité urbaine du Grand Ouaga.

Concernant le sous-effet « **l’offre des services financiers est améliorée** », les perspectives pour le reste de l’année sont de poursuivre l’octroi de crédit aux 66 345 femmes restantes.

Pour le sous effet « **l’accès à internet haut débit est amélioré** »,en termes de perspectives, des actions sont en cours pour l’amélioration de l’internet haut débit. Il s’agit des travaux pour la première phase du projet Backbone ainsi que la poursuite de la pose de la fibre optique initiée par les opérateurs de réseau de téléphonie mobile.

Pour le sous effet « **les services du e-commerce sont développés »,** en terme de perspective, il s’agira de réaliser l’étude préalable à la mise en œuvre du plan national d’adressage.

Pour le sous effet « **les opérateurs de communications sont professionnels et offrent des services de qualité »**, les perspectives pour le reste de l’année 2018 concerne le produit « l’accès aux crédits de financement aux entreprises de presses privés est amélioré », il s’agira de prendre un decret portant transformation du fond d’appui à la presse privé en fond national de financement ; prendre un arrêté conjoint du MINEFID et du MCRP et lancé l’appel à candidature pour le financement des premiers projets.

Pour le sous effet **« les produits d’exportation sont diversifiés avec gain de part de marché»**, comme perspective pour le second semestre 2018:

Pour ce qui est du produit « les produits d’exportation sont diversifiés», (i) la poursuite de la mise en œuvre du PTAB 2018 du Projet d'appui au développement intégré de la filière karité, (ii) l’adoption de la Stratégie Nationale de Promotion des Exportations (SNE) en Conseil des Ministres.

Pour ce qui est du produit : « **les produits d’exportation gagnent en part de marché** », Il s’agira pour le second semestre de l’année 2018, (i) la poursuite de l’opérationalisation du FAPEX ; (ii) le renforcement des compétences des exportateurs dans le domaine du commerce international .

Pour le sous effet « **les intérêts commerciaux et économiques du Burkina Faso sont préservés**», le reste de l’année visera le produit **«**les intérêts économiques du BF sont préservés **»** à travers la (i) réalisation d’une étude diagnostique assortie d’un plan d’actions sur le commerce électronique au Burkina, (ii) le suivi de l’exécution du protocole d’accord portant cahier des charges applicables aux opérateurs de la filière coton et la (iii) promotion des exportations aux USA sous AGOA.

Concernant le sous effet «**les produits locaux sont promus»,** la réalisation de l’étude pour la mise en place d’une bourse du commerce permettra de valoriser les produits locaux , tandis que la validation de l’étude de faisabilité pour la mise en place d’une centrale d’achat de produits de grande consommation et la poursuite de la mise en œuvre du mot d’ordre « **consommons burkinabè** » permettront d’améliorer la consommation des produits locaux.

Quant au sous-effet **« une concurrence saine et loyale est promue au Burkina Faso**», il s’agira pour « la régulation de la concurrence » de poursuivre prioritairement (i) l’instruction des dossiers de saisines et d’auto-saisines ; (ii) l’intensification des offres de formations et d’information de concurrence et de la consommation auprès des administrations publiques et privées; (iii) l’opérationalisation des études sectorielles de concurrence ; (iv) la tenue des conférences-débats dans les milieux académiques; (v) l’élaboration et (vi) la diffusion des rapports de concurrence ; (vii) la tenue des sessions plénières.

Concernant le produit « les prix, le poids et la qualité des produits de grande consommation sont contrôlés », les actions seront principalement de  : (i) mener des actions de contrôle des prix, du poids et de la qualité des produits et (ii) mettre en place une brigade mobile de contrôle.

S’agissant du sous-effet **«les informations sur le commerce au profit des acteurs sont disponibles »,** les principales actions pour le second semestre de l’année 2018 et sous le produit « l’analyse des informations commerciales est assurée » sont de (i)rendre opérationnelle la base de données des produits de grande consommation et de créer une vitrine des produits burkinabè à l’étranger.

# **CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

La performance du Cadre Sectoriel de Dialogue Commerce et Services Marchands (CSD-CSM) est mesurée par deux (02) effets attendus du PNDES à savoir : *« EA 3.3.1 : Le secteur tertiaire se formalise et est davantage dynamique et créateur d’emplois décents » et « EA 3.3.2 : la mise en marché des produits est renforcée ».* Dans ce CSD il est attendu 20 sous effets dont 15 rélèvent de EA 3.3.1  et 5 de EA 3.3.2 .

Pour l’année 2018, 39 produits ont été programmés pour être réalisés. Au 30 juin 2018, sur les 39 produits programmés, 08 produits ont été entièrement réalisés, 25 produits sont en cours de réalisation et 06 produits n’ont pas connu de démarrage.

A terme, on note que malgré les difficultés, le CSD-CSM a atteint un taux d’exécution physique moyen des produits de 53,64 % .

Dans le cadre du fonctionnement du CSD, plusieurs actions ont été mises en œuvre dont la prise de l’arrêté portant création, attributions, composition et fonctionnement du Cadre Sectoriel de Dialogue « Commerce et services marchands », l’adoption de la politique sectorielle Commerce et Services Marchands (PS-CSM), la tenue de la revue annuelle 2017.

Pour le reste de l’année 2018, il s’agira de mettre en place des initiatives afin d’achever les produits en cours d’exécution et d’activer ceux n’ayant pas connu de démarrage.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **ANNEXE 1 : CADRE LOGIQUE SECTORIEL** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Intitulé du référentiel sectoriel :** | | | | | | | | | | | | | Politique sectorielle Commerce et service marchand 2018-2027 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
|
|
|
|
| **Impact escompté (PNDES) :** | | | | | | | | | | | | | L'émergence d'une économie moderne basée sur un secteur primaire évolutif, plus compétitif et des industries de transformation et de services de plus en plus dynamiques, permettant de réaliser un taux de croissance économique annuel moyen de 7,7%, de créer au moins 50 000 emplois décents par an, de faire baisser l'incidence de la pauvreté à moins de 35% et de ramener la croissance démographique annuelle à 2,7% en 2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Objectif stratégique (PNDES) : *OS 3.3 :* promouvoir le commerce et l'expansion des industries de services à forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois décents** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Effet attendu (PNDES) :** *EA 3.3.1 :* le secteur tertiaire se formalise et est davantage dynamique et créateur d'emplois décents | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | | **Indicateurs de l'effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | **2019** | | **2020** | | |
| IEA3.3.1.1 | | | Proportion des entreprises utilisant des ordinateurs | | | | | MDENP | |  | | | | | 7,9% (2009) | | | | | 20% | | | 35% | |  | | | - Stabilité  - Infrastructures  - TIC  - Accès au financement  - Organisation du secteur informel | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| IEA3.3.1.2 | | | Proportion des entreprises utilisant l'Internet | | | | | MDENP | |  | | | | | 4,1% (2009) | | | | | 18% | | | 18% | |  | | |
| IEA3.3.1.3 | | | Contribution des postes et télécommunications au PIB | | | | | MINEFID | |  | | | | | 2,40% | | | | | 4% | | | 4% | |  | | |
| IEA3.3.1.4 | | | Part du secteur informel dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire | | | | | MINEFID | | MCIA | | | | | 20,70% | | | | | 18,50% | | | 15% | |  | | |
| IEA3.3.1.5 | | | Taux de croissance de la valeur ajoutée des services marchands | | | | | MINEFID | |  | | | | | 6,60% | | | | | 7,50% | | | 8% | |  | | |
| IEA3.3.1.6 | | | Nombre moyen d'emplois formels créés dans les services tertiaires marchands par an (milliers de FCFA) | | | | | MINEFID | | MCIA | | | | | 12 100 | | | | | 15 000 | | | 20 000 | |  | | |
| IEA3.3.1.7 | | | Taux de crédit à l'économie | | | | | MINEFID | |  | | | | | 29% | | | | | 31,50% | | | 35% | |  | | |
| IEA3.3.1.8 | | | Taux élargi de bancarisation | | | | | MINEFID | |  | | | | | 30,10% | | | | | 32% | | | 35% | |  | | |
|  | | | **Sous-effet attendu 2.1.1** **: le secteur des transports est moderne et professionnel** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | **2019** | | **2020** | | |
| **ISEA 2.1.1.1** | | | Pourcentage de titres de transports sécurisés | | | | | DGTTM/MTMUSR | |  | | | | 0% | | | | | 15% | | | | 45% | | 80% | | | - Stabilité politique et social ; - Accès au financement ; - Organisation du secteur informel | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **ISEA 2.1.1.2** | | | l’âge moyen des véhicules affectés au transport de marchandises | | | | | DGTTM/MT MUSR | |  | | | | 20 ans | | | | | 19 ans | | | | 19 ans | | 18 ans | | | - Stabilité politique et social ; - Accès au financement ; - Organisation du secteur informel | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
| **Programmes** | | | **Produits attendus** | **Indicateurs** | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | **2019** | | | **2020** | | | **2016** | | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | | | **2020** | | |
| Transports et météorologie | | | Des titres de transport modernes et sécurisés sont produits au Burkina Faso | Nombre de titres produits | | | | DGTTM/MTMUSR | | - | | | | 0 | | | | | 495 000 | | | 990 000 | | | 1 155 000 | | |  | | | | X | | | X | | | | X | | | | X | | | 15 319 133 695 de F CFA | | |
|
| Transports et météorologie | | | Le parc automobile poids lourds est renouvelé | Pourcentage de véhicules importés | | | | DGTTM/MTMUSR | | - | | | | 0 | | | | | 100% | | | - | | | - | | | X | | | | X | | | X | | | |  | | | |  | | | 24 251 980 000 de F CFA | | |
|  | | | **Sous-effet attendu 2.1.2 : la mobilité urbaine est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
| **Code** | | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | **2019** | | **2020** | | |
| **ISEA 2.1.2.1** | | | Temps moyen d’attente à un arrêt de bus | | | | | SOTRACO/MTMUSR | | SCANIA, RATP, RATP-I, EKN, BNP PARIBAS | | 120 minutes | | | | | 60 minutes | | | | | | 30 minutes | | 15 minutes | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | | | **Produits attendus** | **Indicateurs** | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | **2019** | | | | **2020** | **2016** | | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | | | **2020** | | |
| Mobilité et sécurité routière | | | Les terminus périphériques sont construits | Le nombre de terminus construit | | | | SOTRACO/MTMUSR | | SCANIA, RATP, RATP-I, EKN,BNP PARIBAS | | 0 | | | | | 1 | | | | | | 1 | | | | 1 |  | | | |  | | | X | | | | X | | | | X | | |  | | |
|
| Mobilité et sécurité routière | | | Le parc de bus est renforcé | Le nombre de bus acquis | | | | SOTRACO/MTMUSR | | SCANIA, RATP, RATP-I, EKN, BNP PARIBAS | | 13 | | | | | 200 | | | | | | 50 | | | | 50 |  | | | |  | | | X | | | | X | | | | X | | | 46 437 885 454 | | |
|  | | | **Sous-effet attendu 2.1.3 : la mobilité rurale (transport routier et fluvial) est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **ISEA 2.1.3.1** | | | Accroissement du nombre de promoteur d'un transport fluvial professionnel respectant les normes de sécurité et de l'environnement | | | | | DGTTM | |  | | 2% | | | | |  | | | | |  | | | | | 5% | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
| **Programmes** | | | **Produits attendus** | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | |
| **2018** | | | | | **2019** | | | | | **2020** | | **2016** | | | **2017** | | | | **2018** | | | **2019** | | | | **2020** | | | |
|  | | |  | |  | | |  | |  | |  | | | | |  | | | | |  | | | | |  | |  | | |  | | | |  | | |  | | | |  | | | |  | |
|  | | | **Sous-effet attendu 2.1.4 : les conditions de transport international et de transit sont améliorées** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
| **Code** | | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | **2019** | | **2020** | | |
| ISEA **2.1.4.1** | | | Nombre de postes de contrôle par corridor | | | | CBC/MTMUSR | | UEMOA/CEDEAO/BORDELESS/Pays de Transit | | | | 9 | | | | |  | | | | |  | | 5 | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
| ISEA **2.1.4.2** | | | Le temps mis pour les formalités de transit aux niveaux des frontières | | | | CBC/MTMUSR | | Douanes | | | | 3 jours | | | | |  | | | | |  | | 2 jours | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | | | **Produits attendus** | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | **2019** | | **2020** | | | **2016** | | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | | | **2020** | | |
| Transports et météorologie | | |  |  | | | CBC/MTMUSR | |  | | | |  | | | | |  | | | | |  | |  | | |  | | | |  | | |  | | | |  | | | |  | | |  | | |
| Transports et météorologie | | |  |  | | | CBC/MTMUSR | |  | | | |  | | | | |  | | | | |  | |  | | |  | | | |  | | |  | | | |  | | | |  | | |  | | |
|  | | | **Sous-effet attendu 2.1.5 : la performance du système ferroviaire est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | **2019** | | **2020** | | |
| Transports et météorologie | | | Capacité de transport | | | | SOPAFER-B | |  | | | | 1 000 000 | | | | |  | | | | |  | | 2000 000 | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Transports et météorologie | | | Temps de parcours entre Abidjan et Ouagadougou | | | | SOPAFER-B | |  | | | | 36 h | | | | |  | | | | |  | | 30 h | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | | | **Produits attendus** | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | **2019** | | **2020** | | | **2016** | | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | | | **2020** | | |
|  | | |  |  | | |  | |  | | | |  | | | | |  | | | | |  | |  | | |  | | | |  | | |  | | | |  | | | |  | | |  | | |
|  | | | **Sous-effet attendu 2.1.6** **: les services de transport aérien sont accrus et améliorés** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | **Valeurs de référence(2015)** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | **2019** | | **2020** | | |
| ISEA **2.1.6**.1 | | | l'évolution du nombre de passagers aux aéroports du Burkina Faso | | | | ANAC/MTMUSR | | Etats-parties aux accords de services aériens  Compagnies aériennes | | | | 510 099 | | | | | 628 422 | | | | | 684 980 | | 800 000 | | | Détérioration du climat sécuritaire sous-régional et national | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
|
|
|
|
|
|
| ISEA **2.1.6**.2 | | | Le nombre d’accords de services aériens signés ou paraphés et mémorandums d’ententes signés | | | | ANAC/MTMUSR | | Etats-parties aux accords de services aériens  Compagnies aériennes | | | | 0 | | | | | 1 | | | | | 3 | | 4 | | | Détérioration du climat sécuritaire sous-régional et national | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
|
| **Programmes** | | | **Produits attendus** | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | **2019** | | **2020** | | | **2016** | | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | | | **2020** | | |
| Transports et météorologie | | | Les fréquences des vols ont augmenté | Nombre de fréquences supplémentaires | | | ANAC/MTMUSR | | Compagnies aériennes | | | | 81 | | | | | 6 | | | | | 2 | | 2 | | | X | | | | X | | | X | | | | X | | | | X | | | PM | | |
| Transports et météorologie | | | De nouvelles lignes sont ouvertes | Nombre de lignes supplémentaires | | | ANAC/MTMUSR | | Compagnies aériennes | | | | 35 | | | | | 6 | | | | | 1 | | **2** | | | X | | | | X | | | X | | | | X | | | | X | | | PM | | |
| Transports et météorologie | | | Des consultations aéronautiques sont tenues | Nombre de consultations aéronautiques | | | ANAC/MTMUSR | | Etats-partenaires OACI | | | | 0 | | | | | 1 | | | | | 1 | | **2** | | | X | | | | X | | | X | | | | X | | | | X | | | PM | | |
|  | | | **Sous-effet attendu 2.2.1 : la sécurité routière est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | **2019** | | **2020** | | |
| ISEA **2.2.1.1** | | | Pourcentage de réduction du nombre d’accidents survenus sur l’ensemble du territoire national | | | | ONASER/MTMUSR | | -Banque Mondiale ;  -BAD | | | | 5,6% | | | | | 10% | | | | | 10% | | 25% | | | La dégradation du climat social, économique et environnemental national et international | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
|
| ISEA **2.2.1.2** | | | Pourcentage de véhicules en surcharge sur les axes | | | | ONASER/MTMUSR | | -Banque Mondiale ;  -BAD | | | | 72% | | | | | 65% | | | | | 60% | | 40% | | | * la dégradation du climat social, économique et environnemental national et international ; * la non application concomitante du règlement 14 par les autres pays. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
|
| **Programmes** | | | **Produits attendus** | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | **2019** | | **2020** | | | **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | | | **2020** | | | |
| Mobilité urbaine et sécurité routière | | | Des séances de sensibilisations sont réalisées | Nombres de séances | | | ONASER/MTMUSR | | -Banque Mondiale ;  -BAD | | | | 70 | | | | | 80 | | | | | 85 | | 90 | | | X | | | X | | | X | | | | X | | | | X | | | | PM | | |
| Mobilité urbaine et sécurité routière | | | Le contrôle de la charge à l’essieu des véhicules est effectif | Nombre de véhicules contrôlés | | | ONASER/MTMUSR | | -Banque Mondiale ;  -BAD | | | | 115 000 (2016) | | | | | 150 000 | | | | | 160 000 | | 170 000 | | | X | | | X | | | X | | | | X | | | | X | | | | PM | | |
|  | | | **Sous-effet attendu 2.2.2 : la sécurité et la sureté aérienne sont améliorées** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | | | | |
| ISEA **2.2.2.1** | | | Taux de conformité aux exigences de l'OACI en matière de sécurité | | | | ANAC/MTMUSR | |  | | 62% | | | | |  | | | | |  | | | 75% | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
|
| ISEA **2.2.2.2** | | | Taux de conformité aux exigences de l’OACI en matière de sûreté | | | | ANAC/MTMUSR | |  | | 72% | | | | |  | | | | |  | | | 75% | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|
|
|
| **Programmes** | | | **Produits attendus** | | | **Indicateurs** | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** |
| **2018** | | | | | **2019** | | | | | **2020** | | | | **2016** | | | **2017** | | | | **2018** | | | | **2019** | | | | **2020** | | |
| Transports et météorologie | | | Rapports d’audits produits | | |  | ANAC/MTMUSR | | DAAN/OACI/UEMOA | | 0 | | | | |  | | | | |  | | | | | 01 | | | |  | | | X | | | |  | | | |  | | | | X | | |  |
| Transports et météorologie | | | Rapports d’audits produits | | |  | ANAC/MTMUSR | | DAAN/OACI/UEMOA | | 0 | | | | |  | | | | |  | | | | | 01 | | | |  | | | X | | | |  | | | |  | | | | X | | |  |
| **Sous-effet attendu 2.3.1 : l’offre des services financiers est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA **2.3.1.1** | | Taux d'accès à la microfinance | | | | | MINEFID | | - | | 18,08% (2015) | | | | | 22% | | | | | | | 23% | | 25% | | | | | - La conjoncture économique nationale et internationale  -L’insécurité | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ISEA **2.3.1.2** | | Taux de bancarisation strict | | | | | MINEFID | | - | | 19,81% (2015) | | | | | 26% | | | | | | | 28% | | 30% | | | | |
| ISEA **2.3.1.3** | | Taux d’utilisation des services financiers | | | | | MINEFID | | - | | 5% | | | | | 35% | | | | | | | 45% | | 50% | | | | |
| ISEA **2.3.1.4** | | Taux d’accroissement des bénéficiaires de crédits  octroyés aux femmes | | | | | MINEFID | | - | | 45,55% (2015) | | | | | 48% | | | | | | | 50% | | 14% | | | | |
| **Programmes** | | **Produits attendus** | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
| …………….. | | Les crédits sont octroyés aux femmes | | Montant de crédit octroyé | | | MINEFID | |  | | 9 406 000 000 | | | | | 10 460 000 000 | | | | | | | 11 400 000 000 | | 12 500 000 000 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | |  | | |
|  | | La caisse de dépôt et de consignation est créée | | La disponibilité de la caisse | | | MINEFID | |  | | 0% | | | | | 100% | | | | | | | 100% | | 100% | | | | |  | |  | | | X | | | | | X | | | X | | | 20 | | |
|  | | La banque pour le financement de l'agriculture est créée | | Existance de la Banque agricole | | | MINEFID | |  | | 0% | | | | | 100% | | | | | | | 100% | | 100% | | | | |  | |  | | | X | | | | | X | | | X | | | 15 | | |
|  | | La banque pour le financement des PME/PMI est créée | | Existance de la Banque des PME/PMI | | | MINEFID | |  | | 0% | | | | | 100% | | | | | | | 100% | | 100% | | | | |  | |  | | | X | | | | | X | | | X | | | 12 | | |
|  | | La Stratégie nationale de la finance inclusive et son plan d’actions sont élaborés | | Disponibilité du plan | | | MINEFID | |  | | ND | | | | | 100% | | | | | | | 100% | | 100% | | | | |  | |  | | | X | | | | | X | | | X | | | 0,75 | | |
|  | | **Sous-effet attendu 2.3.2 : la gamme des services financiers postaux est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA **2.3.2.1** | | Proportion de clients ayant contracté un prêt | | | | | SONAPOST/MDENP | |  | | 0% | | | | | 10% | | | | | | | 13% | | 15% | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | | **Produits attendus** | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | | **2020** | |
| Postes | | La banque postale est créée | | nombre de documents | | | DGAP/SONAPOST | | Bureaux d'études | | 0 | | | | | 2 | | | | | | |  | |  | | | | |  | |  | | | X | | | | |  | | |  | | | 200 000 | | |
| Postes | | Le réseau postal national est étendu et modernisé | | Nombre d’agences construites | | | MDENP | | SONAPOST | | 112 | | | | | 118 | | | | | | | 118 | | 121 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | |  | | |
| Nombre d’agences connectés | | | 92 | | | | | 102 | | | | | | | 112 | | 121 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | |  | | |
|  | | **Sous-effet attendu 2.3.3: la gamme de services numériques postaux (hors services financiers) est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA **2.3.3.1** | | Nombre de services en ligne offerts par la SONAPOST | | | | | SONAPOST/MDENP | |  | | 0 | | | | | 2 | | | | | | | 2 | | 3 | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | | **Produits attendus** | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
| Postes | | le publipostage digital est mis en œuvre | | rapport du lancement du projet | | | MDENP/ SONAPOST | |  | | 0 | | | | | 1 | | | | | | | 1 | | 1 | | | | | x | | x | | | x | | | | |  | | |  | | |  | | |
| Postes | | Le projet e-poste est lancé | | le rapport du lancement est disponible | | | MDENP/ SONAPOST | | ANPTIC | | 0 | | | | | 0 | | | | | | | 1 | | 1 | | | | | x | | x | | | x | | | | | x | | |  | | |  | | |
| Postes | | la boite postale numérique est mise en œuvre | | le rapport du lancement est disponible | | | MDENP/ SONAPOST | |  | | 0 | | | | | 0 | | | | | | | 1 | | 1 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | |  | | |
|  | | **Sous-effet attendu 2.4.1 : les opérateurs de communication sont professionnels et offrent un service de qualité** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA**2.4.1.1** | | Taux d’accroissement des professionnels de l’information et de la communication formés | | | | | MCRP | |  | | 2% | | | | | 3% | | | | | | | 4% | | 5% | | | | | * instabilité sociopolitique ; * engagement des acteurs et des partenaires ; * conjoncture économique. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ISEA**2.4.1.2** | | Taux de satisfaction des besoins de financement des entreprises de presse privée par l’Etat | | | | | MCRP | |  | | 0% | | | | | 5% | | | | | | | 7% | | 10% | | | | |
| ISEA**2.4.1.3** | | Nombre de chaines de télévision nationales émettant en mode TNT | | | | | MCRP | |  | | 0 | | | | | 15 | | | | | | | 18 | | 20 | | | | |
| ISEA**2.4.1.4** | | Taux d’accroissement des entreprises de publicité | | | | | MCRP | |  | | 1% | | | | | 1% | | | | | | | 1% | | 2% | | | | |
| ISEA**2.4.1.5** | | Taux d’accroissement annuel des recettes publicitaires des médias publics | | | | | MCRP | |  | | 4% | | | | | 4% | | | | | | | 5% | | 6% | | | | |
| **Programmes** | | **Produits attendus** | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
|  | | Les capacités des professionnels des médias sont renforcées | | nombre de professionnels formés | | | MCRP | |  | | 81 | | | | | 85 | | | | | | | 90 | | 95 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | |  | | |
|  | | L’accès aux crédits de financement aux entreprises de presses privés est amélioré | | nombre de projets financés | | | MCRP | |  | | 0 | | | | | 20 | | | | | | | 30 | | 40 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | |  | | |
|  | | Les chaines de télévisions nationales émettant en mode TNT se sont accrues | | Nombre de chaines de télévisions | | | MCRP | |  | | 0 | | | | | 15 | | | | | | | 18 | | 20 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | |  | | |
|  | | La distribution des produits SIDWAYA s’est améliorée | | Le nombre de tirages distribués | | | MCRP | |  | | 1214 880 | | | | | 1300 000 | | | | | | | 1350000 | | 140000 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | | 1214 880 | | |
|  | | **Sous-effet attendu  2.4.2: l’accès à internet haut débit est amélioré** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA **2.4.2.1** | | La bande passante internationale par abonné (en bit/seconde/habitant) | | | | | MDENP | | Opérateurs | | 0,42 | | | | | 0,65 | | | | | | | 0,75 | | 0,84 | | | | | * Instabiité socio-politique   Changement institutionnel | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ISEA **2.4.2.2** | | Forfait mensuel d’un abonnement à internet haut débit à 1 Mbps | | | | | MDENP | |  | | 80 400 | | | | | 70 000 | | | | | | | 65 000 | | 15 000 | | | | | * Instabiité socio-politique   Changement institutionnel | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | | **Produits attendus** | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
| Télecom/TIC | | Point d’atterrissement virtuel est réalisé | | Capacité de la bande passante internationale | | | MDENP | | DGICE-DGTIC | | 12G | | | | | 15 | | | | | | | 20 | | 25 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | |  | | |
|  | | **Sous-effet attendu 2.4.3: la qualité et la compétitivité des services de communications électroniques sont améliorées** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA **2.4.3.1** | | Taux de satisfaction des usagers des réseaux de la téléphonie mobile | | | | | MDENP | |  | | 66% | | | | | 70% | | | | | | | 72% | | 75% | | | | | * Instabilité socio-politique   Déterioration du climat des affaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | | **Produits attendus** | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
| Télecom/TIC | | La construction d’infrastructures large bande | | La longueur de fibre optique | | | MDENP | | Opérateurs | | 1600 km | | | | | 1907 km | | | | | | | 3908 km | | 5079 km | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | |  | | |
|  | | **Sous-effet attendu 2.4.4: les services du e-commerce sont développés** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA **2.4.4.1** | | Proportion des entreprises qui achètent en ligne | | | | | MDENP | |  | | 0,3% | | | | | 1% | | | | | | | 2% | | 3% | | | | | * Cybersécurité mal assurée   Retard dans la construction des infrastructures | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | | **Produits attendus** | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
| Postes | | Le plan national d’adressage est élaboré | | Nombre de plan d’adressage | | | MDENP ARCEP MUH MATD | | MDENP ARCEP MUH MATD | | 0 | | | | | 1 | | | | | | | 1 | | 1 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | |  | | | 70 000 | | |
|  | | Le Forum de la Poste et du Commerce Electronique est organisé | | Taux de réalisation des activités du Forum | | | DGAP/MDENP | | MDENP ARCEP CIL ANSSI, Opérateurs, Associations, MCIA | | 0 | | | | | 100 | | | | | | |  | | 100 | | | | |  | |  | | | X | | | | |  | | | X | | | 100 | | |
|  | | La lutte contre la cybercriminalité est effective | | Nombre de stratégie nationale | | | DGTIC | | MDENP ARCEP CIL ANSSI, Opérateurs, Associations, Consultant | | 0 | | | | | 1 | | | | | | | 1 | | 1 | | | | |  | | X | | | X | | | | | X | | |  | | | 150 | | |
| **Effet attendu (PNDES) :** *EA 3.3.2 :* la mise en marché des produits nationaux est renforcée | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de l'effet** | | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| IEA3.3.2.1 | Part des produits alimentaires de consommation dans les importations de biens | | | | | | MINEFID | |  | | 10% | | | | | 8% | | | | | | | ... | | 6% | | | | | * stabilité ; * infrastructures ; * TIC ; * Accès au financement ; * Organisation du secteur informel ; * Accès au marché. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| IEA3.3.2.2 | Part des deux premiers produits d’exportation dans le total des exportations | | | | | | MINEFID | |  | | 85% | | | | | 75% | | | | | | | …… | | 65% | | | | |
| IEA3.3.2.3 | Part des produits manufacturés dans les exportations de biens (WDI) | | | | | | MINEFID | |  | | 10,6% (2014) | | | | | 15% | | | | | | | ….. | | 1% | | | | |
| IEA3.3.2.4 | Quantité de viande exportée | | | | | | MRAH | |  | | 88 tonnes | | | | | 1000 tonnes | | | | | | | ...... | | 2000 tonnes | | | | |
|  | **Sous-effet attendu 1.1.1: les produits d'exportation sont diversifiés avec gain de parts de marché** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA 1.1.1.1 | Taux de croissance des exportations des filières porteuses | | | | | | MCIA | | MAAH | | 72.45% | | | | | 73.76% | | | | | | | 74% | | 74.5% | | | | | La dégradation du climat social, économique et environnemental national et international  -La non adhésion des acteurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ISEA 1.1.1.2 | Part de marché régional (Pmr) | | | | | | MCIA | | MAE-CBE | | 18.2% | | | | | 19.3% | | | | | | | 19.8% | | 20% | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | **Produits attendus** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence (2016)** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
| Commerce | les produits d’exportation sont diversifiés | | | le nombre de produits d’exportation | | | DGC/MCIA | | APEX-B | | 15 (2015) | | | | | 17 | | | | | | | 18 | | 20 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | | 252,5 | | |
| Commerce | les produits d’exportation gagnent en part de marché | | | Nombre de pays destinataires des exportations burkinabè | | | DGC/MCIA | | APEX-B | | 46 (2015) | | | | | 48 | | | | | | | 56 | | 60 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | | 70 | | |
|  | **Sous-effet attendu 1.1.2: les intérêts commerciaux et économiques du Burkina Faso sont préservés** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA 1.1.2.1 | Taux de couverture des importations par les exportations (TC) | | | | | | DGC | | MCIA | | 66,50% (2015) | | | | | 78 | | | | | | | 78.5 | | 79 | | | | | La dégradation du climat social, économique et environnemental national et international  - La non adhésion des acteurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | **Produits attendus** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
| Commerce | La participation du BF aux négociations commerciales est assurée | | | Taux de participation aux rencontres | | | DGC | | MCIA | | 60% | | | | | 100% | | | | | | | 100% | | 100% | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | | 10 | | |
| Commerce | les intérêts économiques du BF sont préservés | | | le degré d’ouverture | | | DGC | | MCIA | | 23,3% (2015) | | | | | 25,2% | | | | | | | 25,8% | | 26,0% | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | | 60 | | |
|  | **Sous-effet attendu 1.1.3: les produits locaux sont promus** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA 1.1.3.1 | Taux de croissance des exportations des filières porteuses | | | | | | DGC | | MCIA | | 72,45% (2015) | | | | | 73.76 | | | | | | | 74 | | 74.5 | | | | | La dégradation du climat social, économique et environnemental national et international  - La non adhésion des acteurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | **Produits attendus** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
| Commerce | les produits locaux sont valorisés | | | Nombre de manifestation commerciale organisée par an | | | DGC | | MCIA | | 15 | | | | | 16 | | | | | | | 18 | | 21 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | | 30 | | |
| les produits locaux sont consommés | | | Fréquence des rapports de suivi du mot d’ordre | | | DGC | | MCIA | | 1 (2017) | | | | | 2 | | | | | | | 2 | | 2 | | | | |  | | X | | | X | | | | | X | | | X | | | 50 | | |
|  | **Sous-effet attendu 1.2.1: une concurrence saine et loyale est promue au Burkina Faso** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA 1.1.1.2 | Pourcentage de commerçants contrôlés respectant la réglementation commerciale | | | | | | DGCRF  CNCC | | MCIA | | 15% (2015) | | | | | 20% | | | | | | | 25% | | 30% | | | | | Manque d’adhésion et de coopération des acteurs  Stabilité socioéconomique ;  Existence du secteur informel ;  Insuffisance des ressources financières des structures en charges de la regulation de la concurrence | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | **Produits attendus** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
| Commerce | La régulation de la concurrence est effective | | | Nombre d’ instructions | | | CNCC | | MCIA | | 07 (2016) | | | | | 10 | | | | | | | 11 | | 12 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | | 15 | | |
| Commerce | les prix et la qualité des produits de grande consommation sont contrôlés | | | Nombre de contrôle | | | DGCRF/ ABNORM | | DRCIA | | 38 | | | | | 43 | | | | | | | 46 | | 52 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | | 595 | | |
|  | **Sous-effet attendu 1.2.2: les informations sur le commerce au profit des acteurs sont disponibles** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs du sous-effet** | | | | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Hypothèses / Risques** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | |
| ISEA 1.2.2.1 | Taux de satisfaction des usagers | | | | | | MCIA/ DGC/DGCRF/ABNORM | |  | | 75% | | | | | 85 | | | | | | | 87 | | 87.5 | | | | | Manque d’adhésion et de coopération des acteurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Programmes** | **Produits attendus** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | **Partenaires** | | **Valeurs de référence** | | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | | | | | **Années de réalisation** | | | | | | | | | | | | | | | | **Coût total** | | |
| **2018** | | | | | | | **2019** | | **2020** | | | | | **2016** | | **2017** | | | **2018** | | | | | **2019** | | | **2020** | | |
| Commerce | L’analyse des informations commerciales est assurée | | | Nombre de rapport produit sur le commerce | | | DGC/DGCRF | |  | | 03 | | | | | 04 | | | | | | | 05 | | 06 | | | | | X | | X | | | X | | | | | X | | | X | | | 68,5 | | |
| Commerce | Le dispositif d’alerte de la fraude est mis en place | | | Niveau de fonctionnalité du dispositif | | | DGCRF | | MCIA | | 50% | | | | | 40% | | | | | | | 52% | | 60% | | | | | X | | X | | |  | | | | | X | | | X | | | PM | | |

# **ANNEXE 2 : CADRE SECTORIEL DE MESURE DE PERFORMANCE**

**Intitulé du programme sectoriel :**

***(Pour chaque effet attendu du PNDES visé par le programme)***

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | **Effet attendu (PNDES) : le secteur tertiaire se formalise et est davantage dynamique et créateur d’emplois décents** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs d'effet (PNDES)** | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | **30-juin-18** | | |  | |
| IEA3.3.1.1 | | Proportion des entreprises utilisant des ordinateurs | | | | | |  | | | MDENP | | | | 7,9% (2009) |  | | | ND | | | 20% | | | |  | |  |  | | | |  | | |  | |
| IEA3.3.1.2 | | Proportion des entreprises utilisant l'Internet | | | | | |  | | | MDENP | | | | 4,1% (2009) |  | | | ND | | | 18% | | | |  | |  |  | | | |  | | |  | |
| IEA3.3.1.3 | | Contribution des postes et télécommunications au PIB | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 2,40% |  | | | 2,9% | | | 4% | | | |  | |  |  | | | |  | | |  | |
| IEA3.3.1.4 | | Part du secteur informel dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 20,70% |  | | |  | | | 18,50% | | | |  | |  |  | | | |  | | |  | |
| IEA3.3.1.5 | | Taux de croissance de la valeur ajoutée des services marchands | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 6,60% |  | | | 7,3% | | | 7,50% | | | |  | |  |  | | | |  | | |  | |
| IEA3.3.1.6 | | Nombre moyen d'emplois formels créés dans les services tertiaires marchands par an (milliers de FCFA) | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 12 100 |  | | |  | | | 15 000 | | | |  | |  |  | | | |  | | |  | |
| IEA3.3.1.7 | | Taux de crédit à l'économie | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 29% |  | | | - | | | 31,50% | | | |  | |  |  | | | |  | | |  | |
| IEA3.3.1.8 | | Taux élargi de bancarisation | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 30,10% |  | | | - | | | 32% | | | |  | |  |  | | | |  | | |  | |
|  | | **Sous-effet attendu 2.1.1** **: le secteur des transports est moderne et professionnel** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | **30-juin-18** | | |
| ISEA **2.1.1.1** | | Pourcentage de titres de transports sécurisés | | | | | | La base de données de la DGTTM | | | DGTTM/MTMUSR | | | | 0% | - | | | 0% | | | 15% | | | | 45% | | - | 0% | | | | 0,14% | | | 0 | |
| l’âge moyen des véhicules affectés au transport de marchandise | | | | | | Le registre national des transports | | | DGTTM/MTMUSR | | | | 20 ans (2017) | 20 ans | | | 20 ans | | | 19 ans | | | | 19 ans | | 20 ans | 20 ans | | | | 20 ans | | | 0 | |
|  | |  | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | |  | | |  | |
| **Code** | | **Programmes** | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** |  | | | |  | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | **30-juin-18** | | |  | |
| P 098 | | Transports et météorologie | | | Des titres de transport modernes et sécurisés sont produits au Burkina Faso | | | Nombre de titres produits | | | DGTTM/MTMUSR | | | | - | - | | | 0 | | | 495 000 | | | | 990 000 | | - | - | | | | 4 626 | | | 0 | |
| Transports et météorologie | | | Le parc automobile poids lourds est renouvelé | | | Pourcentage de véhicules importés | | | DGTTM/MTMUSR | | | | - | 0 | | | 50% | | | 100% | | | |  | | - |  | | | | 67,7% | | | 0 | |
|  | | **Sous-effet attendu 2.1.2 : la mobilité urbaine est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA **2.1.2.1** | | Temps moyen d’attente à un arrêt de bus | | |  | | |  | | | SOTRACO/MTMUSR | | | | 120 minutes | 120 minutes | | | 120 minutes | | | 60 minutes | | | | 30 minutes | | - | 120 minutes | | | | | 120 minutes | | 0 | |
|  | |  | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | | **Programmes** | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| P 099 | | Mobilité urbaine et sécurité routière | | | Les terminus périphériques sont construit | | | Le nombre de terminus construit | | | SOTRACO/MTMUSR | | | | 0 | - | | | - | | | 1 | | | | 1 | | - | - | | | | | 0 | | 0 | |
| Mobilité urbaine et sécurité routière | | | Le parc de bus est renforcé | | | Le nombre de bus acquis | | | SOTRACO/MTMUSR | | | | 13 | - | | | - | | | 200 | | | | 50 | | - | - | | | | | 60 | | 0 | |
|  | | **Sous-effet attendu 2.1.6** : l**es services de transport aérien sont accrus et améliorés** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA **2.1.6.1** | | l'évolution du nombre de passagers aux aéroports du Burkina Faso | | | | | | Rapport MTMUSR | | | ANAC/MTMUSR | | | | 510 099 passagers | 540 705 | | | 583 279 | | | 628 422 | | | | 684 980 | | 550 263 | 579 405 | | | | | 298 683 | | 0 | |
|
| Le nombre d’accords de services aériens signés ou paraphés et mémorandums d’ententes signés | | | | | | Rapport MTMUSR | | | ANAC/MTMUSR | | | | 0  Accords de service aérien en 2017 | 0 | | | 1 | | | 1 | | | | 1 | |  | 2 | | | | | 2 | | 1 | |
|  | |  | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | | **Programmes** | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| P 098 | | Transport et météorologie | | | Les fréquences des vols ont augmenté | | | Nombre de fréquences supplémentaires | | | ANAC/MTMUSR | | | | 81 | - | | | - | | | 6 | | | | 2 | | - | - | | | | | 6 | | 1 | |
| Transport et météorologie | | | De nouvelles lignes sont ouvertes | | | Nombre de lignes supplémentaires | | | ANAC/MTMUSR | | | | 35 |  | | |  | | | 6 | | | | 2 | | - | - | | | | | 6 | | 1 | |
| Transport et météorologie | | | Des consultations aéronautiques sont tenues | | | Nombre de consultations aéronautiques | | | ANAC/MTMUSR | | | | 0 | 2 | | | 2 | | | 1 | | | | 1 | | 0 | 0 | | | | | 1 | | 1 | |
|  | | **Sous-effet attendu 2.2.1: la sécurité routière est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA **2.2.1.1** | | Pourcentage de réduction du nombre d’accidents survenus sur l’ensemble du territoire national | | | | | | Calcul à base des données sur les accidents | | | ONASER/MTMUSR | | | | 5,6% (2017) | - | | | 5,6% | | | 10% | | | | 10% | |  | 5,6% | | | | | - | |  | |
| Pourcentage de véhicules en surcharge sur les axes | | | | | | Rapport d’activité 2018 | | | ONASER/MTMUSR | | | | 72% 2017 | - | | | 72% | | | 65% | | | | 60% | |  | 72% | | | | | 71,93 | | 0 | |
|  | |  | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | | **Programmes** | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| P 099 | | Mobilité et sécurité routière | | | Des séances de sensibilisations sont réalisées | | | Nombres de séances | | | ONASER/MTMUSR | | | | 70 | 70 | | | 70 | | | 80 | | | | 85 | | 73 | 74 | | | | | 36 | | 0 | |
|
| P 099 | | Mobilité et sécurité routière | | | Le contrôle de la charge à l’essieu des véhicules est effectif | | | Nombre de véhicules contrôlés | | | ONASER/MTMUSR | | | | 115 000 (2016) | 115 000 | | | 125 000 | | | 150 000 | | | | 160 000 | | 161 970 | 140 868 | | | | | 97602 | | 0 | |
| **Sous-effet attendu 2.3.1: l’offre des services financiers est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA**2.3.1.1** | | Taux d'accès à la microfinance | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 18,08% (2015) | 19% | | | 20% | | | 22% | | | | 23% | |  |  | | | | |  | |  | |
| ISEA**2.3.1.2** | | Taux de bancarisation strict | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 19,81% (2015) | 22% | | | 25% | | | 26% | | | | 28% | |  |  | | | | |  | |  | |
| ISEA**2.3.1.3** | | Taux d’utilisation des services financiers | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 5% | 20% | | | 30% | | | 35% | | | | 45% | |  |  | | | | |  | |  | |
| ISEA**2.3.1.4** | | Taux d’accroissement des bénéficiaires de crédits octroyés aux femmes | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 45,55% (2015) | 46% | | | 47% | | | 48% | | | | 50% | |  |  | | | | |  | |  | |
|  | |  | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | | **Programmes** | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
|  | | … | | | Les crédits sont octroyés aux femmes | | | Montant de crédit octroyé | | | MINEFID | | | | 9 406 000 000 (2016) | 7 340 000 000 | | | 8 725 000 000 | | | 10 460 000 000 | | | | 11 400 000 000 | | 9 406 169 500 | 10 348 071 500 | | | | | 5 903 630 500 | | 0 | |
|
|  | |  | | | La caisse de dépôt et de consignation est créée | | | La disponibilité de la caisse | | | MINEFID | | | | 0% | - | | | - | | | 100% | | | | 100% | | - | - | | | | | 50% | | 0 | |
|  | |  | | | La banque pour le financement de l'agriculture est créée | | | Existance de la Banque agricole | | | MINEFID | | | | 0% | - | | | - | | | 100% | | | | 100% | | - | - | | | | | 50% | | 0 | |
|  | |  | | | La banque pour le financement des PME/PMI est créée | | | Existance de la Banque des PME/PMI | | | MINEFID | | | | 0% | - | | | - | | | 100% | | | | 100% | | - | - | | | | | 0% | | 0 | |
|  | |  | | | La Stratégie nationale de la finance inclusive et son plan d’actions sont élaborés | | | Disponibilité du plan | | | MINEFID | | | | ND | - | | | - | | | 100% | | | | 100% | | - | - | | | | | 90% | | 0 | |
| **Sous-effet attendu** **2.3.2 : la gamme des services financiers postaux est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA **2.3.2.1** | Proportion de clients ayant contracté un prêt | | | | | | | SONAPOST/MDENP | | | SONAPOST | | | | 0% |  | | |  | | | 10% | | | | 13% | |  |  | | | | | 0% | | 0 | |
|
| **Code** | **Programmes** | | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
|  | Postes | | | | La banque postale est créée | | | nombre de documents | | | SONAPOST | | | | 0 | 0 | | | 0 | | | 2 | | | | 2 | | 0 | 0 | | | | | 0 | | 0 | |
| Le réseau postal national est étendu et modernisé | | | Nombre d'agences construites | | | SONAPOST | | | | 112 | 113 | | |  | | | 118 | | | | 118 | | 110 | 113 | | | | | 114 | | 0 | |
| Nombre d'agences connectés | | | 92 | 98 | | |  | | | 102 | | | | 112 | | 82 | 92 | | | | | 97 | | 0 | |
|  | **Sous-effet attendu 2.3.3: la gamme de services numériques postaux (hors services financiers) est améliorée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA**2.3.3.1** | Nombre de services en ligne offerts par la SONAPOST | | | | | | |  | | | SONAPOST/MDENP | | | | 0 | 0 | | | 1 | | | 2 | | | | 2 | | 0 | 0 | | | | | 0 | | 0 | |
|  |  | | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | **Programmes** | | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non) | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
|  | Postes | | | | le publipostage digital est mis en œuvre | | | rapport du lancement du projet | | | SONAPOST | | | | 0 | 0 | | | 0 | | | 1 | | | |  | | 0 | 0 | | | | | 0 | | 0 | |
|  | Postes | | | | Le projet e-postal est lancé | | | le rapport du lancement | | | SONAPOST | | | | 0 | 0 | | | 0 | | | 0 | | | | 1 | | 0 | 0 | | | | | 0 | | 0 | |
|  | Postes | | | | la boite postale numérique est mise en œuvre | | | le rapport du lancement | | | SONAPOST | | | | 0 | 0 | | | 0 | | | 0 | | | | 1 | | 0 | 0 | | | | | 0 | | 0 | |
|  | **Sous-effet attendu 2.4.1: les opérateurs de communication sont professionnels et offrent un service de qualité** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA **2.4.1.1** | Taux d’accroissement des professionnels de l’information et de la communication formés | | | | | | | Annuaire statistique | | | MCRP | | | | 2% | 2% | | | 3% | | | 4% | | | | 5% | | -16% | -10% | | | | | 23% | | 0 | |
| ISEA **2.4.1.2** | Taux de satisfaction des besoins de financement des entreprises de presse privée financés par l’Etat | | | | | | | Annuaire statistique | | | MCRP | | | | 0% | 0 | | | 0% | | | 5% | | | | 7% | | 0% | 0% | | | | | 0% | | 0 | |
| ISEA **2.4.1.3** | Nombre de chaines de télévision nationales émettant en mode TNT | | | | | | | Annuaire statistique | | | MCRP | | | | 0 | 0 | | | 13 | | | 15 | | | | 18 | | 0 | 14 | | | | | 17 | | 1 | |
| ISEA **2.4.1.4** | Taux d’accroissement des entreprises de publicité | | | | | | | Annuaire statistique | | | MCRP | | | | 1% | 1% | | | 1% | | | 2% | | | | ND | | ND | ND | | | | | - | | 0 | |
| ISEA **2.4.1.5** | Taux d’accroissement annuel des recettes publicitaires des médias publics | | | | | | | Annuaire statistique | | | MCRP | | | | 4% | 3% | | | 4% | | | 6% | | | | 5% | | ND | ND | | | | | - | | 0 | |
|  |  | | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | **Programmes** | | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| P.1.3.1 | Programme Communication | | | | L’accès aux crédits de financement aux entreprises de presses privés est amélioré | | | nombre de projets financés | | | FAPP | | | | 0 | 0 | | | 20 | | | 20 | | | | 40 | | 0 | 0 | | | | | 0 | | 0 | |
| P.1.3.2 | Programme Communication | | | | les chaînes de télévision émettant sur l’ensemble du territoire national se sont accrues | | | le nombre de chaines de télévision | | | SBT | | | | 0 | 0 | | | 13 | | | 15 | | | | 18 | | 0 | 14 | | | | | 17 | | 1 | |
| P.1.3.3 | Programme Communication | | | | La distribution des produits SIDWAYA s’est améliorée | | | Le nombre de tirages distribués | | | les éditions sidwaya | | | | 1214880 | 1 300 000 | | |  | | | 1 300 000 | | | | 1 350 000 | | 1214880 | 1214880 | | | | | 607440 | | 0 | |
| P.1.3.4 | Programme Communication | | | | Les capacités des professionnels des médias sont renforcées | | | nombre de professionnels formés | | | ISTIC/MCRP | | | | 81 | 85 | | | 85 | | | 95 | | | |  | | 68 | 61 | | | | | 79 | | 0 | |
|  | **Sous-effet attendu 2.4.2 : l’accès à internet haut débit est amélioré** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA 2.4.2.1 | La bande passante internationale par abonné (en bit/seconde/habitant) | | | | | | |  | | | MDENP | | | |  | 0,37 | | | 0,79 | | | 0,93 | | | | 1,2 | | 0,42 | 0,98 | | | | | 1,2 | | 1 | |
| ISEA 2.4.2.2 | Forfait mensuel d’un abonnement à internet haut débit à 1 Mbps | | | | | | |  | | | MDENP | | | |  | 80400 | | | 70000 | | | 70000 | | | | 65000 | | 41899 | 41899 | | | | | 22000 | | 1 | |
|  |  | | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | **Programmes** | | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
|  | Telecom/TIC | | | | Point d’atterrissement virtuel est réalisé | | | Capacité de la bande passante internationale | | | MDENP | | | | 12 G | 6 Gbps | | | 12 Gbps | | | 15 Gbps | | | | 20 Gbps | | 11Gbps | 15Gbps | | | | | 21 Gbps | | 1 | |
|  | **Sous-effet attendu 2.4.3: la qualité et la compétitivité des services de communications électroniques sont améliorées** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA **2.4.3.1** | Taux de satisfaction des usagers des réseaux de la téléphonie mobile ligne | | | | | | |  | | | MDENP | | | |  | 80% | | | 80% | | | 80% | | | | 80% | | 66% | 66% | | | | | - | |  | |
|  |  | | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | **Programmes** | | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
|  | Telecom/TIC | | | | La construction d’infrastructures large bande | | | La longueur de fibre optique | | | MDENP / ARCEP | | | | - | 1600 km | | | 1600km | | | 1907Km | | | | 3908 km | | 1247 km | 1907km | | | | | 2096km | | 1 | |
|  | **Sous-effet attendu 2.4.4: les services du e-commerce sont développés** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA **2.4.4.1** | Proportion des entreprises qui achètent en ligne | | | | | | |  | | | MDENP | | | | 0,3% |  | | |  | | | 1% | | | | 2% | |  | 0,3% | | | | | - | | 0 | |
|  |  | | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | **Programmes** | | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
|  | Postes | | | | Le plan national d'adressage est élaboré | | | Nombre de plan d'adressage | | | MDENP/ ARCEP | | | |  |  | | | 0 | | | 1 | | | | 1 | | 0 | 0 | | | | | 0 | | 0 | |
|  |  | | | | Le Forum de la Poste et du Commerce Electronique est organisé | | | Taux de réalisation des activités du Forum | | | MDENP ARCEP CIL ANSSI, Opérateurs, Associations, MCIA | | | | 0% | 100% | | |  | | | 100% | | | |  | | 0 | 0 | | | | | 0 | | O | |
|  |  | | | | La lutte contre la cybercriminalité est effective | | | Nombre de stratégie nationale | | | MDENP ARCEP CIL ANSSI, Opérateurs, Associations, Consultant | | | | 0 | 0 | | | 1 | | | 1 | | | | 1 | | 0 | 0 | | | | | 0 | | 0 | |
|  | **Effet attendu (PNDES) : EA 3.3.2 : la mise en marché des produits nationaux est renforcée** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| IEA3.3.2.1 | Part des produits alimentaires de consommation dans les importations de biens | | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 10% |  | | |  | | | 8% | | | | ... | |  |  | | | | |  | |  | |
| IEA3.3.2.2 | Part des deux premiers produits d’exportation dans le total des exportations | | | | | | | Balance commerciale | | | MINEFID/MCIA | | | | 85% | 82% | | | 80% | | | 75% | | | | 70% | | 83,03% | 87,51% | | | | | ND | | - | |
| IEA3.3.2.3 | Part des produits manufacturés dans les exportations de biens (WDI) | | | | | | |  | | | MINEFID | | | | 10,6% (2014) |  | | |  | | | 15% | | | | ….. | |  |  | | | | |  | |  | |
| IEA3.3.2.4 | Quantité de viande exportée | | | | | | |  | | | MRAH | | | | 88 tonnes |  | | |  | | | 1000 tonnes | | | | ...... | |  |  | | | | |  | |  | |
|  | **Sous-effet attendu 1.1.1 : les produits d’exportation sont diversifiés avec gain de part de marché** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA 1.1.1.1 | Taux de croissance des exportations des filières porteuses | | | | | | | Balance commerciale | | | MCIA | | | | 72.45% | 73.76% | | | 74% | | | 74.5% | | | |  | |  |  | | | | | ND | |  | |
| ISEA 1.1.1.2 | Part de marché régional (Pmr) | | | | | | | Balance commerciale | | | MCIA | | | | 18.2% | 19.3% | | | 19.8% | | | 20% | | | |  | |  |  | | | | | ND | |  | |
|  |  | | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | **Programmes** | | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
|  | Commerce | | | | les produits d’exportation sont diversifiés | | | le nombre de produits d’exportation | | | DGC/MCIA | | | | 15 (2015) | 16 | | | 16 | | | 17 | | | | 18 | | 15 | ND | | | | | ND | | 0 | |
| Commerce | | | | les produits d’exportation gagnent en part de marché | | | Nombre de pays destinataires des exportations burkinabè | | | DGC/MCIA | | | | 46 (2015) | 47 | | | 48 | | | 48 | | | | 56 | | 38 | ND | | | | | ND | | 0 | |
|  | **Sous-effet attendu 1.1.2: les intérêts commerciaux et économiques du Burkina Faso sont préservés** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | | **Sources** | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA 1.1.2.1 | Taux de couverture des importations par les exportations (TC) | | | | | | | DGC | | | MCIA | | | | 66,50% (2015) | 75% | | | 76% | | | 78% | | | | 78.5% | | 75,6% | ND | | | | | ND | |  | |
|  |  | | | |  | | |  | | |  | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| Code | Programmes | | | | Produits | | | Indicateurs | | | Responsable | | | | Valeur de référence (2015) | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
|  |  | | | |  | | |  | | |  | | | | **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
|  | Commerce | | | | La participation du BF aux négociations commerciales est assurée | | | Taux de participation aux rencontres | | | DG C/MCIA | | | | 60% | 100% | | | 100% | | | 100% | | | | 100% | | 70% | 80% | | | | | 100% | | 1 | |
| Commerce | | | | les intérêts économiques du BF sont préservés | | | le degré d’ouverture | | | DGC/MCIA | | | | 23,3% (2015) | 24,6% | | | 25% | | | 25,2% | | | | 25,8% | | 25% | ND | | | | | ND | | 0 | |
|  | **Sous-effet attendu 1.1.3: les produits locaux sont promus** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | | **Sources** | **Responsable** | | | | | | **Valeurs de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA 1.1.3.1 | Taux de croissance des exportations des filières porteuses | | | | | | | DGC | MCIA | | | | | | 72,45% (2015) | 72,4% | | | 73% | | | 73.76 | | | | 74% | | ND | ND | | | | | ND | | 0 | |
|  |  | | | |  | | |  |  | | | | | |  |  | | |  | | |  | | | |  | |  |  | | | | |  | |  | |
| **Code** | **Programmes** | | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | **Responsable** | | | | | | **Valeur de référence (2015)** | **Cibles** | | | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** | |
|  |  | | | |  | | |  |  | | | | | |  | **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | | **2019** | | **2016** | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
|  | Commerce | | | | les produits locaux sont valorisés | | | Nombre de manifestation commerciale organisée par an | DGC/MCIA | | | | | | 15 | 15 | | | 15 | | | 16 | | | | 18 | | 15 | 15 | | | | | 07 | | 0 | |
| les produits locaux sont consommés | | | Fréquence des rapports de suivi du mot d’ordre | DGC/MCIA | | | | | | 1 (2017) | ND | | | 02 | | | 02 | | | | 02 | | ND | 01 | | | | | 1 | | 0 | |
|  | **Sous-effet attendu**1.2.1**: une concurrence saine et loyale est promue au Burkina Faso** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | | **Sources** | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | | | **2019** | **2016** | | | **2017** | | | | | **30-juin-18** | |
| ISEA 1.2.1.1 | Pourcentage de commerçants contrôlés respectant la réglementation commerciale | | | | | | Rapport d’activités | | DGCRF/ABNORM | | | | 15% | | | | 14% | | | 15% | | | 20% | | | 25% | 06% | | | 13% | | | | | ND | | 0 |
|  |  | |  | | | | | |  | | |  |  | | | |  | | |  | | |  | | |  |  | | |  | | | | |  | |  |
| **Code** | **Programmes** | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | | | | **Cibles** | | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** |
| **2016** | | | **2017** | | | | **2018** | **2019** | | **2016** | | | | **2017** | **30-juin-18** | | | | |
|  | Commerce | | La régulation de la concurrence est effective | | | Nombre d’ instructions | | | CNCC | | | | 07 (2016) | | | | 0 5 | | | 08 | | | | 10 | 11 | | 07 | | | | 09 | 06 | | | | | 0 |
| les prix et la qualité des produits de grande consommation sont contrôlés | | | Nombre de contrôles | | | DGCRF/ ABNORM | | | | 38 | | | | 38 | | | 40 | | | | 43 | 46 | | 41 | | | | 39 | 11 | | | | | 0 |
|  | **Sous-effet attendu 1.2.2: les informations sur le commerce au profit des acteurs sont disponibles** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Code** | **Indicateurs de sous effets** | | | | | **Sources** | | | | **Responsable** | | | | **Valeurs de référence (2015)** | | | | **Cibles** | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** |
| **2016** | | **2017** | | | | **2018** | **2019** | | **2016** | | | | **2017** | **30-juin-18** | | | | |
| ISEA1.2.2.1 | Taux de satisfaction des usagers | | | | | Budget Programme | | | | MCIA | | | | 75% | | | | 52% | | 55% | | | | 50% | 75% | | ND | | | | ND | ND | | | | |  |
|  |  | | |  | | | | | |  | |  | |  | | | |  | |  | | | |  |  | |  | | | |  |  | | | | |  |
| **Code** | **Programmes** | | | **Produits** | | | **Indicateurs** | | | **Responsable** | | | | **Valeur de référence (2015)** | | | | **Cibles** | | | | | | | | | **Réalisations** | | | | | | | | | | **Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)** |
| **2016** | | | **2017** | | | **2018** | **2019** | | **2016** | | | | **2017** | **30-juin-18** | | | | |
|  | Commerce | | | L’analyse des informations commerciales est assurée | | | Nombre de rapport produit sur le commerce | | | DGC/DGCRF | | | | 03 | | | | 03 | | | 04 | | | 04 | 05 | | 03 | | | | 03 | 01 | | | | | 0 |
| Le dispositif d’alerte de la fraude est mis en place | | | Niveau de fonctionnalité du dispositif | | | DGCRF | | | | 50% (2016) | | | | 30% | | | 35% | | | 40% | 52% | | 50% | | | | ND | ND | | | | |  |

# **ANNEXE 3 : BILAN DE LA MATRICE SECTORIELLE DES REFORMES STRATEGIQUES ET D'INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS**

| **N°** | **Réformes stratégiques / Investissements structurants** | **Taux d’exécution physique (%)**  **(année en cours)** | | **Taux d’exécution financière (%)**  **(année en cours)** | | **Coût total[[1]](#footnote-1) (milliards francs CFA)** | **Taux d'exécution physique (%)**  **[Période écoulée[[2]](#footnote-2)]** | **Taux d'exécution financière (%)**  **[Période écoulée]** | **Structures responsables** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Prév.** | **Réal** | **Prév** | **Réal** |
| **Axe stratégique 3 : dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois** | | | | | | | | | |
| **Objectif stratégique 3.3 : promouvoir le commerce et l'expansion des industries de services à forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois décents** | | | | | | | | | |
| **Effet attendu (PNDES) : le secteur tertiaire se formalise et est davantage dynamique et créateur d’emploi décent** | | | | | | | | | |
| **Sous-effet attendu : le secteur des transports est moderne et professionnel** | | | | | | | | | |
| **Produit 1 : des titres de transport modernes et sécurisés sont produits au Burkina Faso** | | | | | | | | | |
|  | Moderniser et sécuriser les titres de transport et re-immatriculé les véhicules | 15 | 0,14 | 18,93 | 9,5 | 15, 32 | 0,14 | **9,5** | DGTTM/MTMUSR |
| **Produit 2 : le parc automobile poids lourds est renouvelé** | | | | | | | | | |
|  | Opérationnaliser le programme de renouvellement du parc | 50 | 2,30 | - | - | 25 | 67,70 | - | DGTTM/MTMUSR |
| **Sous-effet attendu : la mobilité urbaine est améliorée** | | | | | | | | | |
| **Produit 1 : les terminus périphériques sont construits** | | | | | | | | | |
|  | Améliorer la mobilité urbaine à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso et lutter contre la pollution atmosphérique |  |  |  |  | 134 |  |  | SOTRACO/MTMUSR |
| **Produit 2 : Le parc de bus est renforcé** | | | | | | | | | |
|  | Améliorer la mobilité urbaine à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso et lutter contre la pollution atmosphérique |  |  |  |  | 134 |  |  | SOTRACO/MTMUSR |
| **Produit :** | | | | | | | | | |
|  | Créer et rendre fonctionnelle une autorité organisatrice de la mobilité urbaine | 100 | 50 |  |  | 1,5 | 50 |  | AOMU/MTMUSR |
| **Sous-effet attendu : les services de transport aérien sont accrus et améliorés** | | | | | | | | | |
| **Produit 1 : les fréquences des vols ont augmenté** | | | | | | | | | |
|  | Concéder la gestion et l’exploitation des services de sûreté et la facilitation de l’aéroport international de Ouagadougou | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 | 0 | 0 | ANAC/MTMUSR |
|  | Opérationnaliser les services de recherches et de sauvetages d’aéronefs en détresses | 0 | 0 | 0 | 0 | 2,3 | 0 | 0 | ANAC/MTMUSR |
| **Sous-effet attendu : la sécurité routière est améliorée** | | | | | | | | | |
| **Produit 1 : le contrôle de la charge à l’essieu des véhicules est effectif** | | | | | | | | | |
|  | Acquérir les équipements de la charge à l’essieu | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,250 | 40 | 40 | ONASER/MTMUSR |
| **Effet attendu (PNDES) :** *EA 3.3.2 :* la mise en marché des produits nationaux est renforcée | | | | | | | | | |
| **Sous-effet attendu 1 : les produits d’exportation sont diversifiés avec gain de part de marché** | | | | | | | | | |
| **Produit 1 : les produits d’exportation sont diversifiés** | | | | | | | | | |
| 245 | Mettre en œuvre le Projet d'appui au développement intégré du beurre de karité pour une autonomisation économique des femmes | 100% | 32% | 100% | 40,76% | 0,789 | 15% | 7,22% | UNMO-CIR |
| 244 | Mettre en œuvre le Projet d'appui à la commercialisation de mangue séchée et de noix de cajou transformée | 100% | 78% | 100% | 100% | 1,936 | 98% | 89,04% | UNMO-CIR |
| **Produit 2 : les produits d’exportation gagnent en part de marché** | | | | | | | | | |
| 243 | Projet de soutien à la durabilité des interventions du cadre intégré renforcé | 100% | 35% | 100% | 100% | 0,278 | 94% | 100% | UNMO-CIR |
|  | Opérationnaliser le fonds d’appui aux exportations (FAPEX) | 100% | 15% | 100% | 10% | 0,05 | 15% | 10% | APEX-BURKINA |
| **Sous-effet attendu 3 : les produits locaux sont promus** | | | | | | | | | |
| **Produit 1 : les produits locaux sont valorisés** | | | | | | | | | |
| 256 | Mettre en place une plateforme de système d'information sur les marchés (bourse de commerce) | 100% | 15% | 100% | 0% | 50 | 50% | 30% | DGCRF |
| **Sous-effet attendu 4 : une concurrence saine et loyale est promue au Burkina Faso** | | | | | | | | | |
| **Produit 1 : La régulation de la concurrence est effective** | | | | | | | | | |
|  | Elaborer les textes d'application de la loi 16 sur l'organisation de la concurrence au Burkina Faso | 100% | 0% | 100% | 0% | 40 | 40% | 20 | DGCRF |

# **ANNEXE 4 : TABLEAU DE SPATIALISATION DES INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS**

**CSD : Commerce et services marchands**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Investissement structurant** | **Année[[3]](#footnote-3)** | **Unité[[4]](#footnote-4)** | **Localisation** | | | | **Source de Financement[[5]](#footnote-5)** | **Coût total[[6]](#footnote-6) (millier de FCFA)** |
| **Commune / Arrondissement[[7]](#footnote-7)** | **Village / Secteur[[8]](#footnote-8)** | **Maîtrise d'ouvrage[[9]](#footnote-9)** | **Nombre[[10]](#footnote-10)** |
| 1 | Moderniser et sécuriser les titres de transport et re- immatriculé les véhicules | 2017 | Nombre | Territoire national |  | MTMUSR |  | PPP | 15 319 134 |
| 2 | Opérationnaliser le programme de renouvellement du parc | 2017-2018 | Nombre | Territoire national |  | MTMUSR |  | Etat | 24 251 980 |
| 3 | Améliorer la mobilité urbaine à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso et lutter contre la pollution atmosphérique | 2017 | Nombre | Ouagadougou,  Bob-Dioulasso |  | MTMUSR |  | PPP | 134 000 000 |
| 4 | Acquérir les équipements de la charge à l’essieu | 2016-2017 | Nombre | Territoire national |  | MTMUSR | 2 | Etat et PTF | 100 000 |

# **ANNEXE 5 : TABLEAUX DE COLLECTE DE DONNEES POUR L’ELABORATION DES TABLEAUX DE BORD DE SUIVI DES INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS ET DES REFORMES STRATEGIQUES**

**Tableau 1 : Investissements structurants ou réformes stratégiques en cours de mise en œuvre**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Intitulé de l'investissement structurant ou de la réforme stratégique** | **Informations de base sur la durée de vie de l'IS ou de la RS (IS ou RS en cours d'exécution)** | | | | | | | | | **Informations sur l'exécution de l'IS ou de la RS au premier semestre 2018** | | | | | | | | |
| Ministère | Année de début | Année de fin prévue | Coût total (en millions FCFA) | Financement acquis (en millions FCFA) | Montant exécuté au 31 décembre 2017 | Taux d'exécution physique au 31 décembre 2017 | Montant exécuté au 31 mars 2018 | Montant exécuté au 30 juin 2018 | Montant programmé sur l'année 2018 | Montant acquis à fin Mars 2018 | Montant exécuté à fin Mars 2018 | Montant acquis à fin juin 2018 | Montant exécuté à fin juin 2018 | Taux d'exécution physique attendu à fin mars 2018 | Taux d'exécution physique réel à fin mars 2018 | Taux d'exécution physique attendu à fin juin 2018 | Taux d'exécution physique réel à fin juin 2018 |
| 1 | Moderniser et sécuriser les titres de transport et re- immatriculé les véhicules | MTMUSR | 2017 | 2021 | 15 133 | 15 133 | 0 | 0% | 1 450 000 000 | 1 450 000 000 | 2900000000 | 2900000000 | 1 450 000 000 | 2900000000 | 1 450 000 000 | 0 | 0 | 7,5% | 0,11 % |
| 2 | Opérationnaliser le programme de renouvellement du parc | MTMUSR | 2017 | 2018 | 25 000 | - | - |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 | Améliorer la mobilité urbaine à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso et lutter contre la pollution atmosphérique | MTMUSR | 2017 | 2020 | 134 000 | 134 000 | - | - |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 | Acquérir les équipements de la charge à l’essieu | MTMUSR | 2016 | 2018 | 250 | 250 | 100 | 40 | 0 | 0 | 150 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5 | Créer et rendre fonctionnelle une autorité organisatrice de la mobilité urbaine | MTMUSR | 2016 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 6 | Mettre en œuvre le Projet d'appui à la commercialisation de mangue séchée et de noix de cajou transformée | MCIA | 2014 | 2017 | 1 936 | 1 936 | 1 516 | 91% | 1 624 | 1 724 | 0 | 1 624 | 1 624 | 1 724 | 1 724 | 50% | 48% | 100% | 78% |
| 7 | Projet de soutien à la durabilité des interventions du cadre intégré renforcé | MCIA | 2017 | 2018 | 27, 855 | 27, 855 | 112, 7 | 89% | 53,25 | 87, 8 | 187 | 53,25 | 53,5 | 87, 8 | 87, 8 | 25% | 18% | 50% | 35% |
| 8 | Mettre en œuvre le Projet d'appui au développement intégré du beurre de karité pour une autonomisation économique des femmes | MCIA | 2016 | 2019 | 789,9 | 789,9 | 42,02 | 10% | 36,8 | 36,8 | 1 273 | 36, 8 | 0 | 36,8 | 15 | 25% | 12% | 50% | 32% |

**Tableau 2 : Investissements structurants (y compris PPP) ou réformes stratégiques en cours de formulation et en recherche de financement**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Intitulé de l'investissement structurant ou de la réforme stratégique** | **Informations sur le degré de maturité des investissements structurants ou des réformes stratégiques** | | | | | |
| Ministère[[11]](#footnote-11) | Existence d'une fiche de projet[[12]](#footnote-12) | Existence d’un avant-projet sommaire[[13]](#footnote-13) | Existence d’un avant-projet détaillé[[14]](#footnote-14) | Existence d’une étude détaillée/de faisabilité [[15]](#footnote-15) | Existence d’autres documents importants sur le projet ?  (oui à préciser)[[16]](#footnote-16) |
| 1 | Concéder la gestion et l’exploitation des services  De suretés et la facilitation de l’aéroport international  de Ouagadougou | MTMUSR | Oui | Oui | Non | Non | Non |
| 2 | Opérationnaliser les services de recherche et de  sauvetage d’aéronefs en détresses | MTMUSR | Oui | Non | Non | Non | Non |
| 3 | Améliorer la mobilité urbaine à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso et lutter contre la pollution atmosphérique | MTMUSR | Oui | Oui | Oui | Oui | Non |

**Tableau 3 : Investissements structurants à réaliser en mode PPP et en recherche de financement**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Informations sur l'étape de contractualisation des investissements structurants à réaliser en mode PPP** | | | | | | | | | |
| **N°** | **Intitulé de l'IS à réaliser en mode PPP** | TDR[[17]](#footnote-17) | Avis à manifestation d’intérêt[[18]](#footnote-18) | DAO[[19]](#footnote-19) | Négociation[[20]](#footnote-20) | Notification[[21]](#footnote-21) | Signature des contrat[[22]](#footnote-22)s | Partenaires privés[[23]](#footnote-23) | Ministère[[24]](#footnote-24) |
| 1 | Concéder la gestion et l’exploitation des services  de suretés et la facilitation de l’aéroport international  de Ouagadougou | Non | Non | Non | Non | Non | Non | Non | MTMUSR |
| 2 | Améliorer la mobilité urbaine à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso et lutter contre la pollution atmosphérique | Oui | Non | Non | Non | Non | Non | Non | MTMUSR |

1. Coût total du projet ou de l’investissement / réforme [↑](#footnote-ref-1)
2. Durée de vie du projet ou de réalisation de l’investissement / réforme [↑](#footnote-ref-2)
3. Année de réalisation de l’investissement (commencer par l’année 2016) [↑](#footnote-ref-3)
4. Nombre (nb), kilomètre (km), ha (hectare), etc. [↑](#footnote-ref-4)
5. Conseil régional ou Conseil municipal ou PTF ou ONG [↑](#footnote-ref-5)
6. Coût total de réalisation de l’infrastructure au cours de l’année concernée [↑](#footnote-ref-6)
7. Préciser la commune et / ou l’arrondissement d’implantation de l’infrastructure [↑](#footnote-ref-7)
8. Préciser le village ou le secteur d’implantation de l’infrastructure [↑](#footnote-ref-8)
9. Indiquer le maître d’œuvre correspondant. Il peut être le Ministère (M), le Conseil régional (CR), Le Conseil municipal (CM), l’Etat, une ONG, un PTF ou autre agence d’exécution. Pour le même investissement, plusieurs lignes sont à renseigner en fonction du nombre de maîtres d’œuvre. Un village peut bénéficier de 5 forages, réalisés respectivement par deux maitres d’œuvre. Dans ce tableau, il y aura deux lignes d’info pour ce village. [↑](#footnote-ref-9)
10. Indiquer le nombre total d’infrastructure implanté dans le village ou le secteur et réalisé par la maîtrise d’ouvrage [↑](#footnote-ref-10)
11. Ministère responsable de l’IS ou de la RS [↑](#footnote-ref-11)
12. Répondre par « oui » ou par « non » [↑](#footnote-ref-12)
13. Répondre par « oui » ou par « non » [↑](#footnote-ref-13)
14. Répondre par « oui » ou par « non » [↑](#footnote-ref-14)
15. Répondre par « oui » ou par « non » [↑](#footnote-ref-15)
16. Répondre par « oui » ou par « non » et préciser le cas échéant [↑](#footnote-ref-16)
17. Répondre par «oui» ou par «non» [↑](#footnote-ref-17)
18. Indiquer la date de l’avis à manifestation d’intérêt [↑](#footnote-ref-18)
19. Indiquer la date [↑](#footnote-ref-19)
20. Répondre par «oui» ou par «non» [↑](#footnote-ref-20)
21. Indiquer la date de notification au partenaire privé [↑](#footnote-ref-21)
22. Date de signature des contrats [↑](#footnote-ref-22)
23. Nom du partenaire privé [↑](#footnote-ref-23)
24. Ministère responsable [↑](#footnote-ref-24)